



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme

7 boulevard Auguste Priou

CS 52420

44124 VERTOU

**Rapport des commissaires aux
comptes sur les comptes
consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2022



EXPERTISE AUDIT ADVISORY
145 Avenue Thiers
33100 BORDEAUX

In Extenso

IN EXTENSO AUDIT
106 Cours Charlemagne
69002 LYON

LNA SANTE

Société Anonyme

*7 boulevard Auguste Priou
CS 52420
44124 VERTOUC*

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale des actionnaires de la société LNA SANTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LNA SANTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

LNA SANTE

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "*Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés*" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Goodwill, Autorisations d'exploiter – Test de dépréciation

Risque identifié :

Au 31 décembre 2022, la valeur des goodwill s'élève à 140 millions d'euros et la valeur nette des autorisations d'exploiter s'élève à 419 millions d'euros pour un total bilan de 1 513 millions d'euros.

- Les *goodwill* correspondent, tels que détaillés en note 2.4.5 de l'annexe aux comptes consolidés aux écarts constatés entre le coût d'acquisition des titres des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation et la part de votre groupe dans la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs et des passifs relatifs à ces sociétés.
- Les autorisations d'exploiter sont comptabilisées, tel qu'indiqué dans la note 2.5.1 de l'annexe, au prix payé ou, en cas d'identification dans les douze mois à compter de la date d'acquisition d'un écart de valeur, à leur juste valeur.

LNA SANTE

Les goodwill et autorisations d'exploiter font l'objet d'un test de dépréciation, basé sur des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT d'un même secteur opérationnel, selon les modalités et les hypothèses décrites en notes 2.5.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

Ces tests conduisent, le cas échéant, à comptabiliser une dépréciation de la valeur nette comptable pour la ramener à la valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Nous avons considéré que la valeur des goodwill et des autorisations d'exploiter est un point clé de notre audit :

- compte tenu de son importance dans les comptes consolidés de votre groupe,
- et du fait que la détermination de la valeur d'utilité, prise en compte dans les tests de dépréciation, nécessite le recours à des estimations et des hypothèses qui requièrent une part importante de jugement de la direction, notamment en ce qui concerne les flux de trésorerie futurs, les hypothèses de croissance du chiffre d'affaires selon les activités et le taux d'actualisation eu égard à la prime de risque marché.

Travaux des commissaires aux comptes

Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des estimations et des hypothèses faites par votre groupe dans le cadre des tests de dépréciation. Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des méthodes mises en place par la Direction pour élaborer les flux futurs de trésorerie ;
- Apprécier la pertinence de l'allocation des goodwill et des autorisations d'exploiter aux différentes UGT ou aux groupes d'UGT ;
- Analyser et apprécier le taux d'actualisation retenu par la direction en nous assurant de la pertinence des différents paramètres qui le constituent ;
- examiner les flux futurs de trésorerie retenus, au regard des données budgétaires, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique des tests de dépréciation réalisés par le groupe ;
- évaluer si les informations données dans la note 2.5.5 de l'annexe aux comptes consolidés notamment en ce qui concerne les hypothèses clés et les analyses de sensibilité réalisées sont présentées de manière adéquate.

Suivi de la norme IFRS 16 sur les contrats de location

Risque identifié :

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le groupe applique la norme IFR 16 relative aux contrats de location selon la méthode rétrospective simplifiée avec option pour le calcul rétrospectif du droit d'utilisation, comme le précisent les notes de l'annexe relatives aux méthodes comptables (note 2.5.3) et celles relatives aux principaux postes du bilan (note 16).

De ce fait, les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location remplissant les critères de capitalisation définis par la norme, sont inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de 435 millions d'euros et les dettes de location au passif pour une valeur comptable de 476 millions d'euros après actualisation.

LNA SANTE

Nous avons considéré l'application de cette norme IFRS 16 comme point clé d'audit compte tenu de la forte volumétrie des données à collecter et du montant significatif de la valeur des droits d'utilisation et des dettes de loyers relatifs aux contrats de location, ainsi que du degré de jugement de la Direction dans la détermination des valeurs, notamment s'agissant des hypothèses relatives aux durées probables des contrats, et aux d'actualisation afférents.

Travaux des commissaires aux comptes

Notre approche d'audit a consisté à apprécier la pertinence et la conformité aux principes comptables applicables de la méthodologie retenue par le Groupe pour déterminer les principales hypothèses. Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des procédures et des contrôles-clés mis en place par la Direction pour l'application de la norme, notamment pour recenser et suivre les contrats de location;
- Effectuer des tests de détail sur la qualité des données saisies dans les systèmes d'informations, relatives aux contrats de location ;
- Examiner les hypothèses de durées retenues par la Direction pour la détermination de la dette locative et du droit d'utilisation des biens concernés, en cohérence avec la politique de gestion immobilière des établissements définie par le groupe;
- Analyser la méthodologie utilisée pour la détermination des taux d'actualisation utilisés pour le calcul des obligations locatives (sur la base des taux implicites).

Nous avons en outre apprécié le caractère approprié de l'information financière donnée dans la note 16 des états financiers.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 28 mars 2023.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

LNA SANTE

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1- 2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LNA SANTE par l'assemblée générale du 23 juin 2010 pour le cabinet IN EXTENSO AUDIT et du 3 mars 2008 pour le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY.

Au 31 décembre 2022, le cabinet IN EXTENSO AUDIT était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet EXPERTISE AUDIT ADVISORY dans la 15ème année, dont respectivement 13 et 15 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le

LNA SANTE

cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

LNA SANTE

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

LNA SANTE

Nantes et Bordeaux, le 27 avril 2023

Les commissaires aux comptes

IN EXTENSO AUDIT	EXPERTISE AUDIT ADVISORY
<p>DocuSigned by: <i>GRIMAUD PORCHER Françoise</i> 1D421CC9CCED4AF...</p>	<p>DocuSigned by: <i>CHRISTOPHE ROUSSELI</i> 240C7F95FCEC420...</p>
Françoise GRIMAUD PORCHER	Christophe ROUSSELI



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	2022			2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Chiffre d'affaires	1.	680 464	47 759	728 224	635 464	54 028	689 492
Achats consommés		(63 807)	(63 045)	(126 852)	(58 751)	(46 639)	(105 390)
Charges de personnel	2.	(376 790)	(3 210)	(379 999)	(345 507)	(2 906)	(348 413)
Charges externes	3.	(84 087)	(2 764)	(86 851)	(79 307)	(2 360)	(81 667)
Impôts, taxes et versements assimilés		(33 026)	(1 088)	(34 114)	(29 665)	(964)	(30 629)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	4.	(74 237)	(3 886)	(78 123)	(73 200)	(3 812)	(77 013)
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	19.	(244)		(244)	126		126
Variation de stocks de produits en cours et de produits finis		922	20 130	21 052	1 023	(7 255)	(6 232)
Autres produits et charges d'exploitation	5.	22 787	(1 573)	21 214	19 754	4 784	24 538
Compte de liaison		(7 128)	7 128		(7 272)	7 272	
Résultat opérationnel courant		64 854	(548)	64 307	62 665	2 147	64 812
Autres produits opérationnels	6.	14 434	14	14 448	2 748	7	2 755
Autres charges opérationnelles	6.	(13 951)	(1 025)	(14 976)	(11 158)	(596)	(11 754)
Résultat opérationnel		65 338	(1 559)	63 779	54 255	1 558	55 812
Coût de l'endettement financier net	7.	(18 498)	(2 362)	(20 859)	(18 557)	(1 245)	(19 801)
Autres produits et charges financiers	8.	489	(230)	259	325	(84)	241
Résultat avant impôt		47 329	(4 151)	43 179	36 022	229	36 251
Charges d'impôt	9.	(16 420)	505	(15 914)	(13 728)	(856)	(14 585)
Résultat net des sociétés intégrées		30 909	(3 645)	27 264	22 294	(627)	21 667
Résultat des sociétés mises en équivalence	10.	921	149	1 070	2 318		2 318
Résultat net de l'ensemble consolidé		31 830	(3 496)	28 334	24 612	(627)	23 985
Intérêts ne conférant pas le contrôle		2 528	(7)	2 521	441	34	475
Résultat net part du groupe		29 303	(3 489)	25 813	24 171	(661)	23 510
Résultat par action	11.			2,4918			2,4543
Résultat dilué par action	11.			2,4918			2,4526



ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2022			2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat net de l'ensemble consolidé		31 830	(3 496)	28 334	24 612	(627)	23 985
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	28.	7 468	242	7 710	1 386	84	1 470
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers dérivés	17.	(1 922)	(63)	(1 985)	(391)	(22)	(413)
Éléments recyclables par résultat		5 546	179	5 725	995	62	1 057
Ecart actuariel sur engagements de retraite	23.	1 494	5	1 499	1 380		1 380
Impôts différés sur écarts actuariels sur engag. retraite	17.	(389)	(2)	(391)	(367)		(367)
Ecart de conversion	22.6	(429)		(429)			
Éléments non recyclables par résultat		677	3	679	1 013		1 013
Autres éléments du résultat global		6 222	182	6 404	2 008	62	2 070
Résultat global de l'exercice		38 053	(3 314)	34 738	26 620	(565)	26 055
Dont part du groupe		35 482	(3 306)	32 176	26 178	(600)	25 578
Dont intérêts ne conférant pas le contrôle		2 571	(8)	2 563	442	34	476



SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Actifs non courants		1 105 663	88 701	1 194 364	1 090 395	84 901	1 175 296
Ecart d'acquisition	12.	135 976	3 621	139 597	132 509	3 620	136 128
Immobilisations incorporelles	13.	423 259		423 259	410 531		410 531
Immobilisations corporelles	14.	95 747	78 779	174 526	84 144	78 313	162 458
Actifs financiers non courants	15.	8 953	44	8 998	3 025	76	3 101
Titres mis en équivalence	10.	4 979	3 944	8 923	4 058		4 058
Droits d'utilisation des contrats de location	16.	433 154	2 015	435 169	452 000	2 262	454 263
Impôts différés actif	17.	3 594	298	3 892	4 128	629	4 757
Actifs courants		190 855	127 876	318 731	237 265	117 228	354 492
Stocks et en-cours	18.	4 872	93 537	98 409	4 554	81 101	85 655
Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés	19.	51 384	18 142	69 526	42 942	23 539	66 481
Autres actifs courants	20.	34 800	10 596	45 395	41 418	6 040	47 458
Créances d'impôt		3 092	331	3 423	2 822	307	3 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21.	96 708	5 270	101 978	145 528	6 241	151 769
TOTAL ACTIF		1 296 518	216 577	1 513 095	1 327 659	202 129	1 529 788



SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Capitaux propres totaux	22.	313 827	(15 045)	298 782	234 660	(11 674)	222 986
Capital social		21 419		21 419	19 514		19 514
Primes d'émission		99 590		99 590	51 558		51 558
Réserves consolidées		154 107	(11 601)	142 506	132 616	(11 106)	121 510
Résultat part du groupe		29 302	(3 489)	25 813	24 171	(661)	23 510
Capitaux propres du groupe		304 418	(15 090)	289 328	227 859	(11 767)	216 092
Intérêts ne conférant pas le contrôle		9 409	45	9 454	6 801	93	6 894
Passifs non courants		647 433	70 392	717 824	670 378	87 405	757 783
Engagements de retraite et avantages assimilés	23.	9 138	37	9 175	10 184	37	10 221
Impôts différés passifs	17.	81 844	1 482	83 326	73 281	3 640	76 921
Emprunts et dettes financières non courants	25.	130 497	66 181	196 678	141 355	81 045	222 399
Obligations locatives non courantes	16.	417 594	1 842	419 436	437 106	2 104	439 210
Autres éléments non courants	26.	8 359	850	9 209	8 452	580	9 032
Passifs courants		335 258	161 231	496 488	422 622	126 397	549 019
Provisions pour risques courantes	24.	6 093	1 136	7 229	8 364	750	9 115
Dettes fournisseurs et avances reçues		52 474	10 743	63 217	54 429	7 992	62 421
Emprunts et dettes financières courants	25.	92 246	146 868	239 114	181 672	107 594	289 267
Obligations locatives courantes	16.	55 987	335	56 322	54 858	315	55 173
Autres passifs courants	27.	119 297	9 199	128 496	111 919	16 339	128 258
Dettes d'impôts courants		280	1 830	2 110	3 629	1 156	4 785
Compte de liaison		8 881	(8 881)		7 750	(7 750)	
TOTAL PASSIF		1 296 518	216 577	1 513 095	1 327 659	202 129	1 529 788


TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	Notes	2022			2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
OPERATIONS D'ACTIVITES							
Résultat net de l'ensemble consolidé				28 334			23 985
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :							
<i>Amortissements et provisions</i>	34.1			85 358			81 614
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	7.			20 859			19 801
<i>Charges d'impôt</i>	9.			15 914			14 585
<i>Plus ou moins-values de cession</i>				(592)			875
<i>Dividendes reçus</i>				(25)			
<i>Autres produits et charges</i>				(11 337)			(3 251)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		135 745	2 766	138 511	131 512	6 096	137 608
Variation du besoin en fonds de roulement		573	(18 719)	(18 146)	(30 285)	(13 150)	(43 435)
<i>Stocks</i>	34.2	(1 413)	(18 348)	(19 761)	(658)	2 065	1 406
<i>Créances</i>	34.2	(2 694)	2 037	(657)	5 164	(21 168)	(16 004)
<i>Dettes</i>	34.2	4 680	(2 408)	2 272	(34 791)	5 954	(28 837)
Impôt décaissé		(16 428)	(738)	(17 166)	(12 823)	(1 429)	(14 253)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		119 890	(16 691)	103 199	88 404	(8 483)	79 921
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT							
Acquisition d'immobilisations incorporelles	13.			(1 383)			(3 457)
Acquisition d'immobilisations corporelles	14.			(11 961)			(10 243)
Acquisition d'actifs financiers non courants	15.			(259)			(814)
Var. des dettes sur acquisition d'immobilisations				170			(242)
Cession d'immobilisations corporelles				876			83
Cession d'immobilisations financières	15.			329			2 878
Dividendes reçus				25			
Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales	12.2			(29 781)			(15 851)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(32 691)	(9 295)	(41 986)	(17 884)	(9 762)	(27 647)
OPERATIONS DE FINANCEMENT							
Dividendes versés aux minoritaires				(872)			(788)
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	22.			(4 519)			(1 916)
Augmentation de capital	22.			49 938			1 748
Actions propres et autres éléments non courants				(4 436)			(522)
Emissions d'emprunts désintermédiés	25.						152 895
Emissions d'emprunts bancaires	25.			148 417			140 495
Augmentation des dettes financières diverses	25.			4 093			3 560
Remboursement des emprunts désintermédiés	25.			(204 200)			(10 100)
Remboursement des emprunts bancaires	25.			(19 115)			(227 222)
Remboursement des obligations locatives	16.			(55 842)			(55 066)
Remboursement des dettes financières diverses	25.			(3 616)			(5 869)
Coût financier décaissé				(20 724)			(18 744)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(135 905)	25 028	(110 877)	(41 222)	19 692	(21 530)
Trésorerie à l'ouverture	21.	145 407	6 227	151 634	116 109	4 780	120 889
Trésorerie à la clôture	21.	96 701	5 270	101 971	145 407	6 227	151 634
VARIATION DE TRESORERIE		(48 706)	(957)	(49 663)	29 298	1 447	30 745

Sur 2021, l'effet de la variation du besoin en fonds de roulement provenait principalement du remboursement des avances de trésorerie reçues des autorités en 2020 sur le secteur Sanitaire pour 45 852 milliers d'euros.



VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	Nombre Actions	Capital social	Primes d'émission	Actions Propres	Réserves et résultat	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2020		9 705 937	19 412	49 912	(5 898)	125 219	188 645	7 206	195 851
Variation de capital		51 099	102	1 646			1 748		1 748
Neutralisation des actions auto-détenues					259	24	283		283
Variation de périmètre						1 600	1 600		1 600
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						(10)	(10)		(10)
Autres variations						164	164		164
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(1 916)	(1 916)	(788)	(2 704)
Total des transactions avec les actionnaires		51 099	102	1 646	259	(138)	1 869	(788)	1 081
Résultat net de la période						23 510	23 510	475	23 985
Autres éléments du résultat global						2 068	2 068	1	2 070
Résultat global						25 578	25 578	476	26 055
Situation au 31/12/2021	22.	9 757 036	19 514	51 558	(5 639)	150 659	216 092	6 894	222 986
Variation de capital		952 380	1 905	48 032			49 937		49 937
Neutralisation des actions auto-détenues					(3 017)	(1 101)	(4 118)		(4 118)
Variation de périmètre						(23)	(23)	870	847
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						(320)	(320)		(320)
Autres variations						103	103		103
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(4 519)	(4 519)	(872)	(5 391)
Total des transactions avec les actionnaires		952 380	1 905	48 032	(3 017)	(5 860)	41 060	(2)	41 058
Résultat net de la période						25 813	25 813	2 521	28 334
Autres éléments du résultat global						6 362	6 362	42	6 404
Résultat global						32 176	32 176	2 563	34 738
Situation au 31/12/2022	22.	10 709 416	21 419	99 590	(8 656)	176 975	289 328	9 454	298 782

⁽¹⁾ L'Assemblée Générale du 22 juin 2022 a approuvé la distribution de dividendes de 0,43 euro par action au titre de l'exercice 2021, qui a été versée en numéraire le 11 juillet 2022, à comparer à un dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2020.

Le montant des réserves non distribuables s'élève à 5 587 milliers d'euros au 31 décembre 2022, contre 5 038 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.



ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Faits marquants de l'année

EVOLUTION DU PARC DE LITS

Au cours de l'exercice 2022, le Groupe a poursuivi son développement organique et externe, avec un parc en exploitation porté à 9 335 lits, en hausse de + 103 lits, par la réalisation d'opérations sous la forme de :

- +137 places en HAD
 - +67 de rebasage capacitaire des structures existantes par croissance organique
 - + 30 places de la structure de l'HAD de Mayotte en cours de déploiement
 - + 40 places HAD acquises auprès de Centre 77 sur le territoire de Seine-et-Marne
- -159 lits et places en Clinique de SMR/Chirurgie
 - -115 lits et places suite à l'arrêt de l'activité du SMR en obésité infantile des Oiseaux
 - -54 suite à la cession de la clinique chirurgicale Tous Vents à des praticiens libéraux
 - +10 lits et places d'autorisations complémentaires sur l'Institut de Réadaptation d'Achères
- +125 lits et places en Pologne

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 3 février 2022, LNA Santé a annoncé le renforcement et l'arrivée à son capital d'investisseurs de long terme : Siparex, Unexo, Sodero Gestion, BNP Paribas Développement (associés au sein d'un véhicule d'investissements dédié : Nobinvest 2A) et le groupe SMA d'une part, et d'actionnaires historiques familiaux au sein de la Financière Vertavienne 44 d'autre part, au moyen de reclassements de titres (cédés par le fonds sortant MPL2 et la famille Mesnard) et d'une participation à une augmentation de capital réservée.

A cette fin, Monsieur Willy Siret, en sa qualité de Directeur Général de LNA Santé a constaté la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 49 999 950 euros (prime d'émission incluse), au prix de 52,50 euros par action.

Par ailleurs, après la constatation le 30 novembre 2021 de la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un PEE via le FCPE Nobelia, LNA Santé achève une opération ambitieuse visant à associer ses salariés au développement du Groupe au travers de la société LNA Ensemble qui a procédé au rachat d'actions LNA Santé pour un investissement total de 32 659 830 euros et détient ainsi une participation de 8,39% du capital de LNA Santé.

Nobinvest 2A, SMA BTP, SMAvie BTP et LNA Ensemble ont adhéré au pacte d'actionnaires et rejoignent ainsi le concert contrôlant la société LNA Santé.

Ces opérations visent à consolider l'indépendance du Groupe LNA Santé et sa gouvernance, l'accélération du développement, en France et à l'étranger, de chacune de ses lignes métiers EHPAD,



SMR, PSY et HAD dans le respect des valeurs et du projet d'entreprise. Leurs impacts sur les états financiers sont présentés en Note 22.

INCIDENCES DE L'AFFAIRE ORPEA

Suite à l'affaire Orpéa, le secteur des EHPAD a subi des répercussions médiatiques, économiques et financières. Ci-dessous sont récapitulés par thèmes les impacts sur le secteur et plus spécifiquement sur le groupe LNA Santé :

Domaine d'impact	Description du changement / de l'impact	Impact sur le secteur	Impact sur LNA Santé	Commentaires sur les impacts et les facteurs de mitigation
Gouvernance d'entreprise	Ethique / Transparence / Principes de management	Fort	Faible	Remise en cause de la gouvernance de groupes privés et de leur notation extra-financière Modèle d'affaires LNA assis sur une gouvernance familiale, stable, de long terme, un socle de valeurs et des principes de management partagés
Réglementaire	Transparence financière / Utilisation des fonds publics / Environnement de contrôle	Fort	Modéré	Renforcement des contrôles et des obligations d'information Qualité du projet d'exploitation LNA Santé et suivi rigoureux dans l'utilisation des dotations publiques
Activité	Taux d'occupation des EHPAD	Modéré	Faible	Sous-occupation des EHPAD dans la profession pour des raisons multiples dont l'effet d'image difficile à mesurer Très faible impact sur le taux d'occupation de LNA Santé se situant nettement au dessus de la moyenne du secteur
Qualité des soins	Moyens supplémentaires des pouvoirs publics Taux d'encadrement en personnel soignant	Faible	Faible	Absence de moyens nouveaux mobilisés pour le secteur du Grand Age Continuité dans l'approche de la prise en soins par LNA Santé
Attractivité des métiers	Recrutement, formation, mobilité, rétention de compétences	Modéré	Modéré	Actions QVT, accords collectifs, association au capital pour renforcer la marque Employeur LNA dans un contexte médiatique dévalorisant les métiers du Grand Age
Réputation	Image / Capacité d'influence	Fort	Modéré	Baisse de confiance à l'endroit du secteur privé commercial Exploitation du scandale par des parties prenantes + ou - bien intentionnées Bonne réputation de LNA permettant de contribuer aux enjeux de santé en présentant les singularités de son projet d'entreprise
Flexibilité et liquidité financière	Capacité et limite d'endettement Coût du risque financier	Fort	Modéré	Capacité d'endettement diminuée du fait de la restructuration subie par les prêteurs d'ORPEA et de la montée du risque Liquidité forte de LNA Santé (refinancement en 2021/2022) et levier d'endettement Exploitation limité < 2,0
Liquidité immobilière	Externalisation des biens immobiliers	Modéré	Faible	Capacité moindre de certains réseaux à commercialiser des lots d'EHPAD ou des immeubles en bloc Expertise immobilière LNA internalisée de la conception à la commercialisation, qualité des montages et des produits immobiliers, écoulement fluide des lots
Croissance externe et valorisation d'entreprise	Evolution des multiples d'acquisition Volume de transactions	Modéré	Modéré	Ralentissement des transactions privées en EHPAD Amorçage de baisse du prix des actifs incorporels Présence de LNA sur des segments de marché avec capacité à transformer l'offre diminuant la pression concurrentielle
Valorisation boursière	Attractivité du secteur / multiple de valorisation / liquidité du titre	Fort	Fort	Baisse importante de la capitalisation boursière, moindre par comparaison avec capacité de faire valoir les singularités du modèle d'affaires et du projet d'entreprise

2. Référentiel Comptable, Modalités de consolidation, Méthodes et règles comptables

2.1. Présentation générale du Groupe

La société anonyme LNA Santé est une entreprise domiciliée en France dont le siège social est situé à Vertou (44) au 7, boulevard Auguste Priou et inscrite au RCS sous le numéro 388 359 531.



Le Groupe présente une activité principale de gestion et d'exploitation d'établissements de santé (soins médicaux et de réadaptation, cliniques psychiatriques, antennes d'hospitalisation à domicile, chirurgie et centres de santé) et de résidences médicalisées pour personnes âgées valides, semi-dépendantes ou dépendantes. Au sein de ses établissements, il offre des prestations de service hôtelières et médicales. Chaque établissement est soumis à autorisation administrative.

L'hébergement étant l'une des principales caractéristiques de ce type d'activité, le Groupe possède une activité immobilière au service de l'exploitation. Dans le cadre de sa politique de développement, le Groupe est amené à restructurer des bâtiments existants pour les rendre conformes aux différentes normes exigées et aux standards internes du Groupe, à créer des extensions ou de nouveaux bâtiments ex-nihilo. Le Groupe n'a cependant pas vocation à garder son immobilier et le cède à des investisseurs. Il peut donc être amené à réaliser des opérations de promotion immobilière.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 comprennent le Groupe formé par la Société LNA Santé et ses filiales, dénommé LNA Santé, et plus communément le « Groupe ». Le périmètre de consolidation est décrit au paragraphe 3.

En date du 28 mars 2023, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'Assemblée Générale des actionnaires, devant se prononcer sur ces états financiers, doit se réunir le 21 juin 2023.

2.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2022.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Outre les points relevés au paragraphe 2.4.6, les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les nouvelles normes IFRS et interprétations publiées au 31 décembre 2022 et non encore entrées en vigueur et qui pourraient avoir des conséquences sur les comptes consolidés sont exposées en point 2.4.6.

2.3. Principes de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

Les états financiers ont été préparés sur la base des méthodes comptables et des modalités d'évaluation décrites ci-après.

2.4. Base et établissement des états financiers

2.4.1. Estimations et exercice du jugement



La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

- **Dépréciation estimée des écarts d'acquisition et actifs à long terme**

Le Groupe soumet les écarts d'acquisition (goodwills) et les actifs à long terme à des tests de dépréciation conformément à la méthode comptable exposée au paragraphe 2.5.5. Les unités génératrices de trésorerie qui servent de base à ces calculs sont constituées des établissements qui sont pour la plupart des sociétés juridiques indépendantes. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations, notamment à une modélisation des résultats futurs.

- **Contrats de location**

Conformément à IFRS 16, le Groupe évalue les obligations locatives liées à ses contrats de location en actualisant les loyers futurs. Cette évaluation repose sur deux hypothèses principales, à savoir la durée probable du contrat et le taux d'actualisation.

Pour chaque contrat, le Groupe a évalué la durée probable en prenant en compte la durée non résiliable du contrat et la probabilité d'exercer ou non des options de renouvellement ou de résiliation. Ces estimations prennent en compte l'impact de la décision rendue par l'IFRS IC en novembre 2019.

La méthode de détermination du taux d'actualisation est décrite au paragraphe 2.5.3.

- **Impôts différés**

Les impôts différés actifs et passifs représentent un montant significatif des états financiers du Groupe. Ils incluent notamment l'imposition latente sur les autorisations d'exploiter et sur l'évaluation des constructions. La recouvrabilité des impôts différés repose sur la modélisation des résultats futurs. La méthode de comptabilisation des impôts différés est présentée au paragraphe 2.5.21.

- **Méthode de l'avancement**

La méthode de l'avancement est retenue pour constater le chiffre d'affaires et la marge sur les opérations de promotion sur des réhabilitations d'immobiliers acquis par le Groupe ainsi que pour les opérations de vente en état futur d'achèvement (VEFA).

L'appréciation de la marge à terminaison sur la base d'un budget prévisionnel de travaux régulièrement mis à jour (revue périodique interne des programmes) peut faire appel en partie à des estimations, en fonction de la spécificité du chantier. Le détail de la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires immobilier est présenté au paragraphe 2.5.18.

- **Provisions pour indemnité de départ à la retraite**



Comme indiqué au paragraphe 2.5.12, le Groupe comptabilise une provision pour indemnité de départ à la retraite. Cette provision est calculée en fonction de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les futures augmentations de salaires, le taux de rotation des salariés et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées.

2.4.2. Méthodes de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par la société LNA Santé. Au 31 décembre 2022, six sociétés sont consolidées par mise en équivalence, l'ensemble des autres sociétés du périmètre par intégration globale. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Tous les soldes et transactions intra-groupe, y compris les résultats internes provenant de transactions intra-groupe, sont éliminés.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels ou de situations arrêtées au 31 décembre et retraités, le cas échéant, en conformité avec les principes comptables retenus par le Groupe.

2.4.3. Première application des normes IFRS

L'effet de la première application des IFRS au 31 décembre 2004 a été exposé dans le document de base de l'exercice 2005. Le Groupe a appliqué de manière rétrospective les normes IFRS3, IAS 16 et IAS 38, en reprenant l'historique de chaque société depuis leur date d'acquisition, soit septembre 1997 pour le premier achat.

2.4.4. Méthodes de conversion

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont dans la zone Euro, à l'exception d'une société située en Pologne dont la devise de fonctionnement est le zloty polonais (PLN). La monnaie de fonctionnement du Groupe est l'euro.

2.4.5. Regroupement d'entreprises

La norme IFRS 3 définit le regroupement d'entreprises comme une transaction ou autre événement permettant d'obtenir le contrôle d'une ou plusieurs entreprises. Une entreprise étant considérée comme un ensemble intégré d'activités et d'actifs, susceptible d'être exploité et géré dans le but de fournir des biens ou des services à des clients, de produire des revenus de placement (tels que des dividendes ou des intérêts) ou de tirer d'autres produits d'activités ordinaires. Ainsi, une entreprise se compose d'intrants et de processus, appliqués à ces intrants, qui ont la capacité de contribuer à la création d'extrants.

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en écarts d'acquisition. Pour les regroupements opérés antérieurement au 1^{er} janvier 2010, le coût d'acquisition inclut les frais d'acquisition. En application d'IFRS 3 révisée et pour les regroupements réalisés depuis



le 1^{er} janvier 2010, les frais d'acquisition directement rattachables à l'opération d'acquisition tels que les rémunérations d'intermédiaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables ainsi que les droits et taxes afférents sont comptabilisés en résultat. Le Groupe comptabilise ces frais sur la ligne « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat.

A compter de la date d'acquisition correspondant à la date effective de prise de contrôle, conformément à IFRS 3 révisée, le Groupe dispose d'un délai de douze mois pour procéder à l'évaluation des actifs remis, des passifs encourus et des passifs éventuels à leur juste valeur.

Si la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ne peut être déterminée que provisoirement à la date de prise de contrôle, car soit les justes valeurs à attribuer aux actifs, passifs ou passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise, soit le coût d'acquisition, ne peuvent être déterminés que provisoirement, l'écart d'acquisition est comptabilisé en tenant compte de ces valeurs provisoires. Dans ce cas, des ajustements de ces valeurs provisoires sont comptabilisés de manière définitive dans le délai susmentionné de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Dans le cadre de leur première consolidation, la détermination de la valeur et la revue des composantes du prix des actifs acquis sont assurées au moyen de différentes méthodes d'évaluation.

L'analyse comparative des valeurs peut en définitive conduire l'acquéreur dans des cas bien délimités à constater que l'opération d'acquisition a été menée dans des conditions avantageuses. L'écart d'acquisition négatif est alors comptabilisé au compte de résultat au cours de la période d'acquisition en autres produits opérationnels.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe peut évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit à leur juste valeur, soit sur la base de sa quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les impacts de ces opérations sur les comptes consolidés du Groupe sont détaillés en Note 12.2.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, ou en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test de dépréciation sont décrites au paragraphe 2.5.5.

2.4.6. Evolution des principes comptables et méthodes d'évaluation au 1^{er} janvier 2022

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 mars 2023.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés 2022 sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 à l'exception des nouvelles normes applicables ci-dessous.

Normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022

Sont concernés les textes suivants :



Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur
Amendement d'IFRS 3 : « Référence au Cadre conceptuel »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
Amendement d'IAS 16 : « Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
Amendement d'IAS 37 : « Contrats déficitaires — Coût d'exécution du contrat »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
« Améliorations annuelles des normes IFRS 2018-2020 »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022

Ces amendements de normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 sont sans impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2022.

Normes, interprétations et amendements non encore appliqués

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur ⁽¹⁾
IFRS 17 « Contrats d'assurance »	23 novembre 2021	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 : « Informations à fournir sur les méthodes comptables »	3 mars 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 8 : « Définition des estimations comptables »	3 mars 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 12 : « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »	12 août 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IFRS 17 : « Première application d'IFRS 17 et IFRS 9 – Information comparative »	9 septembre 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » et « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – report de la date d'entrée en vigueur »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2024
Amendements à IFRS 16 : « Obligation locative dans une cession-bail »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2024

⁽¹⁾ Sous réserves d'adoption par l'Union Européenne. Applicable à compter des exercices ouverts aux dates du tableau.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

L'analyse des impacts de la mise en place de ces évolutions est en cours.

2.5. Méthodes et règles comptables

2.5.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels en service et à des autorisations d'exploiter.

Ces autorisations d'exploiter constituent des actifs à durée de vie indéfinie, bien que les autorisations d'exploiter soient en principe accordées pour une durée de 15 ans.



Elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non-respect de la réglementation.

Des contrôles et des évaluations internes, garants de l'existence de bonnes pratiques professionnelles, conditionnent positivement les modalités de renouvellement des autorisations.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au prix effectivement payé ou sont comptabilisées à leur juste valeur en cas d'identification dans les douze mois à compter de la date de l'acquisition d'un écart de valeur sur les autorisations d'exploitation acquises.

A ce titre, la juste valeur des autorisations d'exploitation est déterminée en tenant compte de la nature des activités reprises (référence à un multiple de chiffre d'affaires selon l'affectation aux secteurs opérationnels : Médico-Social France, International Métier et Sanitaire France) et de la pertinence des estimations établies en fonction de la maîtrise et de la maturité des projets d'exploitation (référence à une valeur d'utilité déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par l'exploitation continue des actifs corporels et incorporels pendant leur période d'utilité et de leur valeur terminale à l'issue de cet horizon).

Dès lors qu'un ajustement de la valeur des immobilisations incorporelles est constaté à la date d'acquisition par rapport au prix d'acquisition, le Groupe retient la valeur de comptabilisation à l'actif correspondant à la valeur minimale entre les deux méthodes d'évaluation (approche du multiple de chiffre d'affaires et approche de la valeur d'utilité par la méthode des DCF).

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont maintenues à leur coût d'acquisition selon le modèle du coût retenu selon l'approche décrite précédemment.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, sont soumises à des tests de dépréciation annuellement ou à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît, comme par exemple la diminution significative du taux d'occupation.

Les autres immobilisations incorporelles, à savoir les logiciels, sont amorties dès leur date de mise en service, en mode linéaire sur une durée d'un an à l'exception des principales composantes applicatives de l'ERP qui sont amorties sur 5 ans.

LNA Santé comptabilise des frais de développement. Selon IAS 38 « Immobilisations incorporelles », ces frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service,
- sa capacité à utiliser l'immobilisation incorporelle,
- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,



- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser l'immobilisation incorporelle,
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS sont traités selon l'interprétation de l'IFRS IC de mars 2021, à savoir, s'ils sont considérés comme étant distincts du service d'accès au logiciel, reconnus en charges à la réalisation des travaux de configuration et d'adaptation, ou en immobilisations incorporelles s'ils répondent aux exigences de reconnaissance d'un actif incorporel selon IAS 38. Dans le cas où ils ne sont pas distincts du service d'accès au logiciel, ces coûts sont reconnus au résultat sur la durée d'accès au service.

2.5.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon un mode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

Type d'immobilisations	Durées d'amortissement
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Linge	7 ans
Vaisselle	7 ans
Agencements divers	5 à 10 ans
Mobilier	7 à 10 ans
Gros matériels	10 ans
Petits matériels	5 à 7 ans
Matériel de communication et système appel malades	10 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.



Pour les constructions, le Groupe a retenu les composants suivants décrits dans le tableau ci-dessous :

Composant	Durées d'amortissement ⁽¹⁾
Structure	20 à 30 ans
Assurance Dommage Ouvrage	10 ans
Honoraires / Impôts et taxes	10 à 20 ans
Second Œuvre	10 à 15 ans
Equipement / Aménagement / Décoration	5 à 10 ans

⁽¹⁾ tenant compte des spécificités de l'activité.

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement ou d'amélioration d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les dépenses ultérieures encourues pour le remplacement ou l'amélioration d'un composant d'une immobilisation corporelle sont inscrites en immobilisations corporelles. En cas de remplacement, l'ancien composant est comptabilisé en charges.

2.5.3. Contrats de location

Le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon IFRS 16 en appréciant, à la date d'entrée, si ce dernier porte sur un actif spécifique, si le Groupe obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et a la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

Les deux exemptions de capitalisation proposées par la norme au titre des contrats d'une durée initiale inférieure ou égale à douze mois et des biens de faible valeur unitaire à neuf, que le Groupe a défini comme étant inférieure ou égale à 5 000 euros, sont utilisées. Par ailleurs, le retraitement IFRS 16 du parc de véhicules est considéré comme non significatif et ne fait pas l'objet de retraitement. En conséquence, les loyers afférents à ces contrats sont enregistrés au compte de résultat de manière linéaire sur la durée de location.

Lors de la comptabilisation initiale d'un contrat, le droit d'usage et la dette de location sont évalués par actualisation des loyers futurs, sur la durée du contrat de location en prenant en compte les hypothèses de renouvellement des baux ou de résiliation anticipée si ces options sont raisonnablement certaines d'être exercées. Les baux activés selon la norme IFRS 16 concernent des ensembles immobiliers accueillant l'activité d'exploitation, leur durée contractuelle est généralement comprise entre 9 et 12 ans.



Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la dette de loyer est déterminé, pour chaque bien, en fonction du taux marginal d'endettement à la date de commencement du contrat. Ce taux correspond au taux d'intérêt qu'obtiendrait l'entité preneuse, au commencement du contrat de location, pour financer l'acquisition du bien loué. Ainsi, le Groupe calcule une courbe de taux zéro-coupon en fonction de son profil de risque (taille, notation et volatilité), qui permet d'actualiser les flux combinés futurs des portefeuilles de loyers des entités consolidées, quels que soient leurs échéanciers. Sur cette base, un taux équivalent constant applicable à la chronique de loyers à actualiser est défini et appliqué aux contrats. Les taux utilisés sont donc déterminés de façon à refléter le taux qui serait obtenu pour un emprunt avec un profil de paiement des flux similaire (i.e. un taux reflétant la durée du contrat).

Ultérieurement, le droit d'utilisation est amorti sur la durée attendue de location. La dette est, quant à elle, évaluée au coût amorti ; c'est-à-dire augmentée des intérêts calculés comptabilisés en résultat financier, et réduite du montant des loyers versés.

En cas d'événement ou de changement de circonstance significatif sous le contrôle du preneur, affectant le caractère raisonnablement certain du renouvellement du bail, une réévaluation de la dette locative et du droit d'utilisation est alors réalisée à partir du taux d'actualisation révisé en vigueur à la date de réappréciation, comme le prévoient les paragraphes 40 et 41 de la norme IFRS 16.

2.5.4. Immeubles de placement

Le Groupe ne détient aucun immeuble de placement.

2.5.5. Perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs comptables des actifs sont revues périodiquement afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. Des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an pour les actifs à durée de vie indéterminée, c'est-à-dire essentiellement pour les autorisations d'exploiter et les écarts d'acquisition.

Une UGT est un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie de manière indépendante des autres UGT. Au sein du Groupe, les UGT sont déterminées au niveau de l'établissement ou pôle médical, regroupant plusieurs établissements lorsque leurs flux de trésorerie sont liés.

La réalisation des tests de dépréciation est faite à partir des unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les goodwill affectés directement aux UGT, les autorisations d'exploiter, les immobilisations corporelles et les droits d'utilisation ; et par groupe d'unités génératrices de trésorerie d'un même secteur opérationnel pour les écarts d'acquisition affectés aux secteurs (Secteurs Médico-Social France, International Métier et Sanitaire France).

En cas de constatation d'une perte de valeur, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur nette comptable à la valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Les principales modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des autorisations d'exploiter et des écarts d'acquisition prévus par la norme IAS 36 et réalisées début 2023 sont décrites ci-après.



La valeur des unités génératrices de trésorerie est déterminée par la valeur d'utilité, qui repose sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie au niveau de chaque UGT. Dans la mesure où un transfert sur un même site opérationnel est autorisé et programmé en relation avec les autorités de tarification générant le regroupement d'autorisations d'exploitation, une nouvelle unité génératrice de trésorerie est constituée regroupant l'ensemble des actifs temporairement séparés (anciennes UGT). Dans ce cas, dès lors que des prévisions fiables peuvent être établies par la direction du Groupe, les flux de trésorerie actualisés sont constitués à la fois de ceux générés par les actifs existants avant regroupement jusqu'à la date de transfert, et ce compris les coûts de départ, et de ceux générés postérieurement au transfert sur le nouveau site d'accueil.

Dans quelques cas très spécifiques où le Groupe envisage de manière certaine une reconfiguration des actifs testés sans disposer d'un plan d'affaires suffisamment abouti pour permettre d'estimer des flux de trésorerie futurs de manière fiable, il peut être fait référence à l'approche du multiple de chiffre d'affaires selon l'appartenance de l'UGT aux secteurs opérationnels : Médico-Social France, International Métier et Sanitaire France.

La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée de la somme des flux futurs nets de trésorerie basés sur l'indicateur EBITDA¹, actualisé, net d'impôt, et déterminés à partir du business plan élaboré par la Direction Générale du Groupe, en fonction des meilleures estimations du management et en tenant compte des performances passées.

L'actualisation des flux de trésorerie est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, représentatif des caractéristiques du secteur, des conditions de financement du marché et peut être ajusté du risque propre à l'actif économique testé.

Conformément à l'IAS 36, les tests de dépréciation ont été effectués en début d'année 2023, sur les unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie incluant des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation liés aux contrats de location.

Les principales hypothèses de taux retenues et testées (analyse de sensibilité) ont été les suivantes :

- maintien du taux de croissance à l'infini : 1,75% sur tout le groupe (EHPAD, SMR, HAD, MRPA et cliniques psychiatriques),
- taux d'actualisation : 7,5 % en 2022 (contre 7,0% en 2021) tenant compte des paramètres de marché (prime de risque et coût de l'argent sans risque),
- taux d'investissement en maintien de l'actif : taux retenu en 2022 de 1,5 % du chiffre d'affaires sur l'horizon explicite de 12 ans (correspondant au plan d'affaires du Groupe) puis 2,2 % en flux normatif. En 2021, les hypothèses étaient de 1,7 % du chiffre d'affaires sur l'horizon explicite puis de 2,4 % en flux normatif.

¹ L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) correspond au résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels, dotations aux amortissements et provisions, après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers.



Les pertes d'activité liées à la crise sanitaire ont été reflétées dans le plan d'affaires du Groupe réalisé en début d'année 2023, avec une remontée des taux d'occupation progressive sur l'année 2023.

Sur l'horizon explicite, les flux de trésorerie sortants tiennent compte de l'inflation estimée, notamment sur les charges d'énergie des établissements. Les contrats d'énergie du Groupe étant couverts sur l'année 2023, les impacts de l'inflation ont été estimés sur les années 2024 et 2025 du business plan. Le management a évalué que le point haut serait atteint sur l'année 2025, à partir de laquelle des couvertures de prix pourraient être renégociées, stabilisant ainsi les charges d'énergie sur les années restantes de l'horizon explicite.

En matière de regroupement d'UGT, ces paramètres restent identiques selon les secteurs opérationnels auxquels ils se rattachent.

L'éventuelle dépréciation des actifs d'un groupe d'unités génératrices de trésorerie est imputée prioritairement sur l'écart d'acquisition concerné (perte enregistrée en autres charges opérationnelles) et ensuite, en cas d'insuffisance, sur la valeur des autorisations d'exploiter.

2.5.6. Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et créances rattachées, les prêts, ainsi que les dépôts et cautionnements et instruments financiers actifs,
- des actifs financiers courants : trésorerie et équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement), les créances clients, les créances sociales, les créances fiscales exigibles, ainsi que les créances diverses.

Les titres de participation non consolidés et les autres titres immobilisés sont évalués sur option à la juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclable. A la clôture de l'exercice, la valeur nette comptable de ces actifs financiers a été jugée représentative de leur juste valeur et aucun écart n'a été enregistré.

Les dépôts et cautionnements, ainsi que les prêts, sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation représentative des pertes attendues.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Elles ne sont donc soumises à aucun test de dépréciation.

Les justes valeurs sont déterminées par référence à la cotation du marché.

2.5.7. Actifs non courants destinés à être cédés et abandons d'activité

Le Groupe utilise tous ses actifs non courants et il n'existe pas d'actifs non courants destinés à être cédés, ni abandon d'activités.

2.5.8. Stocks



Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts nécessaires à l'achèvement et à la réalisation de la vente.

Dans les établissements, les stocks concernent principalement des matières et marchandises. Ils sont évalués selon la méthode du premier entré premier sorti.

En matière immobilière, les stocks sont évalués au coût de revient de l'opération ou au coût de comptabilisation initiale, selon la nature de l'opération.

Les stocks sont ramenés à leur valeur nette réalisable dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts et la dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

2.5.9. Actifs sur contrats, clients et autres débiteurs

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facturation, déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Elles sont évaluées au coût amorti diminué des pertes attendues sur la durée de vie de la créance selon le modèle simplifié prévu par IFRS 9. L'évaluation des pertes attendues sur les créances de l'activité exploitation est réalisée sur une base statistique car elles sont composées de créances d'un volume important mais individuellement non significatives et présentant des caractéristiques et un niveau de risque homogène. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les créances clients de l'activité immobilière proviennent notamment du fait que les ventes de lots sont comptabilisées à la signature des actes alors que les paiements sont échelonnés dans le temps au rythme des appels de fonds réalisés aux différents stades d'avancement des chantiers lorsqu'il s'agit de VEFA – Ventes en l'état futur d'achèvement. Au 31 décembre 2022, les pertes attendues sur les créances de l'activité immobilière sont considérées comme non significatives car le cadre réglementaire sécurise le paiement de ces créances.

2.5.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, les fonds de caisse et les dépôts à vue, c'est à dire toutes les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition et exposés à un risque négligeable d'évolution de juste valeur.

Les découverts bancaires remboursables à vue font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe. Ils constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

2.5.11. Titres auto-détenus

Les actions LNA Santé détenues par la société mère sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres jusqu'à ce qu'elles soient cédées ou annulées.



Les produits ou les pertes de ces cessions de titres sont imputés en capitaux propres ; ainsi ces opérations n'ont pas d'impact sur le résultat consolidé du Groupe.

2.5.12. Avantages postérieurs à l'emploi

- **Engagements de retraite**

Les régimes de retraite en vigueur dans le Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies. Il n'existe pas de régime multi-employeurs.

Un régime à cotisations définies est un régime au titre duquel le Groupe verse des cotisations définies à une entité indépendante.

LNA Santé n'a aucune obligation légale ou implicite de verser de nouvelles cotisations si le fonds n'est pas en mesure de verser à tous les salariés les prestations relatives dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours ou au titre des exercices précédents.

- **Indemnité de départ à la retraite**

Pour LNA Santé, les avantages postérieurs à l'emploi se limitent aux indemnités de départ en retraite.

La société comptabilise des provisions destinées à faire face aux obligations de paiement des indemnités lors du départ à la retraite des salariés prévues par la convention collective applicable.

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés conformément à la norme IAS 19 révisée, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Ce calcul tient compte des indemnités prévues dans la convention collective ou dans le droit du travail le cas échéant, des probabilités de maintien dans le Groupe jusqu'au départ en retraite volontaire, de l'évolution prévisible des salaires et de l'actualisation financière.

Le coût des services rendus est comptabilisé en charges du personnel et les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Le coût financier est comptabilisé en résultat financier de la période.

Les paramètres utilisés sont détaillés dans la Note 23.

2.5.13. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat, nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent, et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.



2.5.14. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt variables résultant de ses activités financières et de sa politique de financement.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués ultérieurement à leur juste valeur.

Lorsque les instruments dérivés remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie, leurs variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace et en autres produits ou charges financières pour la part inefficace. Le recyclage de la réserve de couverture de flux de trésorerie s'effectue dans le coût de l'endettement financier net. Les autres instruments dérivés sont comptabilisés en juste valeur par résultat, leurs variations de juste valeur étant constatée en autres produits ou charges financières.

2.5.15. Emprunts portant intérêts

Les emprunts produisant intérêts sont initialement comptabilisés à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts des emprunts sont comptabilisés dans le coût de l'endettement financier.

Les emprunts sont ventilés en :

- passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois suivant la date de clôture,
- passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

2.5.16. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au passif du bilan en « Autres éléments non courants ». Elles sont reprises au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

2.5.17. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

2.5.18. Reconnaissance des produits

- **Activité Exploitation**

Pour la partie chiffre d'affaires correspondant à l'hébergement, à la dépendance et aux autres produits, le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations. Le montant des encours à la clôture de l'exercice est valorisé au prix de vente.



L'enveloppe soins annuelle accordée dans le cadre des conventions tripartites correspond à des dépenses liées à la réalisation de prestations de soins. Le chiffre d'affaires lié aux soins est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

- **Activité Immobilière**

Dans le cadre du développement de son activité, LNA Santé est amené à effectuer des opérations immobilières de rénovation, d'agrandissement et de construction. Ces opérations sont réalisées à travers des sociétés foncières consolidées.

LNA Santé réalise plusieurs types d'opérations immobilières, traitées différemment sur le plan comptable :

1 - Cas des opérations de promotion sur des créations ou des extensions avec un promoteur extérieur

Le Groupe engage, à travers une société foncière, des coûts d'études et de faisabilité, qui sont refacturés ensuite à un promoteur externe au Groupe, avec un produit réalisé sur le contrat cédé. Le contrôle de ces services est transféré à ce promoteur au moment de la signature du contrat. Le produit sur l'opération est enregistré à la signature du contrat.

2 - Cas des opérations de promotion sur des créations réalisées en interne

Le Groupe, à travers une société foncière, joue un rôle de promoteur et conclut notamment des contrats de Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) avec les investisseurs.

Ces contrats prévoient un transfert progressif du contrôle de l'immeuble au fur et à mesure de sa construction. Il en ressort que le chiffre d'affaires lié à ces opérations est reconnu en fonction de l'avancement du chantier sur la base des coûts engagés, y compris notamment le terrain.

3 - Cas des opérations de promotion sur des réhabilitations d'immobiliers acquis par le Groupe

Le Groupe peut être amené à céder, dans un délai inférieur à un an, l'ensemble immobilier acquis. Le prix de vente inclut des travaux de réhabilitation de l'existant. Dans ce cas, pour les projets en cours à la clôture de l'exercice, le produit est enregistré en comptabilité à l'avancement de l'opération. Le degré d'avancement est évalué par référence au prix d'acquisition et aux travaux exécutés.

2.5.19. Paiements en actions

Attribution gratuite d'actions soumises à des conditions de performance

Conformément à la norme IFRS 2, la juste valeur des actions attribuées gratuitement est déterminée selon des méthodes adaptées à leurs caractéristiques. La juste valeur à la date d'attribution des options de souscription d'actions est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.



Pour les attributions gratuites d'actions soumises à des conditions de performance, la période d'acquisition des droits correspond au délai le plus probable de réalisation des conditions de performance.

À chaque clôture, le Groupe évalue la probabilité de perte des droits aux actions attribuées gratuitement avant la fin de la période d'acquisition. Le cas échéant, l'impact de la révision de ces estimations est constaté en résultat avec en contrepartie une variation des réserves consolidées. Les conditions de performance ne sont pas révisées s'il s'agit de conditions de marché (celles-ci étant prises en compte en date d'attribution dans le cadre de l'évaluation à la juste valeur des instruments de capitaux propres qui seront remis).

2.5.20. Détermination du résultat opérationnel

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel est obtenu par différence des charges et des produits avant impôts autres que :

- les éléments de nature financière,
- les résultats des entreprises associées,
- les résultats des activités arrêtées ou en cours de cession.

La participation des salariés est intégrée dans les charges de personnel.

Les charges externes concernent principalement les charges d'honoraires, d'entretien et de sous-traitance.

Le résultat opérationnel courant est obtenu à partir du résultat opérationnel, corrigé des autres produits et charges et provisions pour risques et charges qui présentent un caractère inhabituel et significatif, à savoir :

- les résultats des évaluations des actifs incorporels avec les éventuelles dépréciations constatées dans le cadre des tests de dépréciation,
- charges de restructuration,
- plus et moins-values de cessions,
- charges et produits résultant de litiges significatifs,
- charges ponctuelles liées aux regroupements d'entreprises, dont frais d'acquisition.

2.5.21. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable sur la base du taux voté ou quasi voté à la clôture des comptes par la juridiction compétente pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.



Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est jugée probable. S'il s'avérait que les bénéficiaires imposables futurs devenaient insuffisants pour conserver ces déficits, le Groupe constituerait une dépréciation des impôts différés.

Les actifs d'impôts différés potentiels attachés aux déficits reportables existant à la date d'acquisition, dont l'utilisation est jugée probable, sont pris en compte dans la détermination de l'écart d'acquisition.

L'impôt exigible est constitué :

- du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéficiaire imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture,
- et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

La société LNA Santé a opté pour le régime d'intégration fiscale vis à vis de certaines de ses filiales. Chacune de ces sociétés calcule l'impôt dont elle est redevable et reverse ce montant à la société mère.

Concernant la Contribution Economique Territoriale (CET), le Groupe comptabilise la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) en charges opérationnelles et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en impôt sur le résultat, sur la ligne « Charges d'impôt » du compte de résultat.

2.5.22. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en supposant l'exercice de l'ensemble des options existantes présentant un caractère dilutif.

Les actions dont l'émission est conditionnelle ne sont incluses dans le calcul du résultat dilué par action que si, à la clôture de la période considérée, les conditions d'acquisition sont réunies.

2.5.23. Secteurs opérationnels

Le Groupe applique la norme IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels.

La norme IFRS 8 requiert de présenter des secteurs opérationnels correspondant aux activités dont la direction du Groupe suit la performance.

Dans ce cadre, le Groupe présente les indicateurs opérationnels utilisés pour le suivi de la performance suivants : le chiffre d'affaires, l'EBITDA¹ et l'EBITDA retraité IFRS 16.

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe LNA Santé :

- qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et supporter des charges (y compris les produits et les charges liés aux transactions avec d'autres composantes de la même entité),

¹ L'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) correspond au résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels, dotations aux amortissements et provisions, après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers.



- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la Direction du Groupe afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances,
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

En 2022, pour mieux refléter sa nouvelle implantation à l'international, le Groupe fait évoluer ses secteurs opérationnels de la manière suivante :

Exercice 2022	Exercice 2021
Médico-Social France	Médico-Social France
Sanitaire France	Sanitaire
International Métier ⁽¹⁾	Médico-Social Belgique
Immobilier	Immobilier
Autres activités non significatives	Autres activités non significatives

⁽¹⁾ Le secteur International Métier regroupe l'ancien secteur Médico-Social Belgique ainsi que les nouveaux établissements polonais acquis sur 2022.

Dans les comptes comparatifs au 31/12/2021, cette modification n'a aucun impact sur la composition des secteurs opérationnels puisque le secteur International Métier était alors identique à l'ancien secteur Médico-Social Belgique.

3. Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2022, le Groupe consolidé LNA Santé se compose de 129 sociétés. Le périmètre des sociétés ainsi que les méthodes de consolidation sont décrits en Note 35 du présent document.

Le 2 janvier 2022, la société Clinique La Brière est sortie du périmètre de consolidation par Transmission Universelle de Patrimoine dans la société LNA ES.

Le 28 février 2022, le Groupe a acquis, par l'intermédiaire de la société LNA Santé Origin, détenue à 90%, deux cliniques spécialisées de rééducation en Pologne situées à Varsovie et à Cracovie, représentant 125 lits et places. Cette implantation répond à une étude d'opportunité stratégique croisant des facteurs favorables en matière de démographie, de qualité d'offre, de dynamique de la demande et de potentiel de développement sur les territoires de santé.

Le 10 mars 2022, la société Polyclinique de Deauville a absorbé sa société sœur Polyclinique de Lisieux par voie de fusion, entraînant la sortie de celle-ci du périmètre de consolidation.

Le 25 avril 2022, la société MDZHADé située à Mayotte, a débuté son activité d'hospitalisation à domicile. Cette société est détenue à 60% par le Groupe.

Le 31 mai 2022, le Groupe a pris une participation à hauteur de 47,44% du capital de la société Fidexi située à Paris (75). Fidexi est un partenaire historique du Groupe pour le montage de ses opérations



d'externalisation immobilière et leur commercialisation. Elle détient elle-même 2 filiales, Fidexi Invest et Fidexi Invest 1. Ces trois sociétés sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 31 août 2022, le Groupe a racheté les autorisations d'une activité d'Hospitalisation à Domicile située à Coulommiers (77), représentant 40 places.

Le 3 octobre 2022, le Groupe a cédé la société Clinique Tous Vents située à Lillebonne (76), représentant 54 places.

Les impacts de ces variations de périmètre sont présentés en Note 12.2, et en Note 6 s'agissant des écarts d'acquisition négatifs.

4. Événements postérieurs à la clôture

PARC DE LITS

Le parc en croisière s'est renforcé de 75 lits au 1^{er} janvier 2023, portant le réseau à maturité à 8 376 lits selon les standards de LNA Santé.



NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

- Note 1. Chiffre d'affaires
- Note 2. Charges de personnel
- Note 3. Charges externes
- Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions
- Note 5. Autres produits et charges d'exploitation
- Note 6. Autres produits et charges opérationnels
- Note 7. Coût de l'endettement financier net
- Note 8. Autres produits et charges financiers
- Note 9. Impôt sur le résultat
- Note 10. Sociétés mises en équivalence
- Note 11. Résultat par action et résultat dilué par action
- Note 12. Ecart d'acquisition
- Note 13. Immobilisations incorporelles
- Note 14. Immobilisations corporelles
- Note 15. Actifs financiers non courants
- Note 16. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives
- Note 17. Impôts différés
- Note 18. Stocks et en-cours de production
- Note 19. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés
- Note 20. Autres actifs courants
- Note 21. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie
- Note 22. Capitaux propres du Groupe
- Note 23. Engagements de retraite et avantages assimilés
- Note 24. Provisions pour risques courantes
- Note 25. Emprunts et dettes financières
- Note 26. Autres éléments non courants
- Note 27. Autres passifs courants
- Note 28. Instruments dérivés
- Note 29. Contrats de construction
- Note 30. Engagements hors bilan
- Note 31. Autres informations
- Note 32. Gestion des risques financiers
- Note 33. Actifs et passifs financiers
- Note 34. Analyse du tableau des flux de trésorerie
- Note 35. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022



Note 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	Notes	2022	2021
Activité Exploitation		680 464	635 464
Médico-Social France	31.1	269 742	255 802
EHPAD Elégance		224 359	211 899
EHPAD Confort		45 383	43 904
Sanitaire France	31.1	372 503	348 029
SMR/PSY		297 993	283 639
HAD		74 510	64 391
International Métier	31.1	33 200	27 735
Belgique		29 727	27 735
Pologne		3 472	
Autres	31.1	5 020	3 898
Activité Immobilier	31.1	47 759	54 028
TOTAL		728 224	689 492

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Exploitation est reconnu à mesure que les services sont rendus. Sa variation provient essentiellement de l'amélioration de l'activité à la suite de la crise sanitaire.

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Immobilier est reconnu à l'avancement comme précisé dans le paragraphe 2.5.18. Les prestations ayant fait l'objet d'un acte de vente en VEFA, mais non encore reconnues en chiffre d'affaires à l'avancement s'élèvent au 31 décembre 2022 à 4 422 milliers d'euros contre 8 675 milliers d'euros l'année précédente.

Note 2. Charges de personnel

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Salaires et traitements	(269 684)	(2 293)	(271 977)	(246 316)	(2 043)	(248 359)
Paievements en actions	42		42	(210)		(210)
Charges sociales	(97 354)	(888)	(98 242)	(90 935)	(826)	(91 760)
Participation des salariés	(9 315)	(24)	(9 339)	(7 488)	(34)	(7 522)
Provision engagements de retraite	(479)	(5)	(484)	(558)	(4)	(562)
TOTAL	(376 790)	(3 210)	(379 999)	(345 507)	(2 906)	(348 413)
Effectifs par sexe			7 631			7 152
Hommes			1 307			1 231
Femmes			6 324			5 921
Effectifs par catégorie professionnelle			7 631			7 152
Cadres et professions supérieures			842			804
Employés			6 789			6 348



La variation des charges de personnel provient essentiellement de la croissance de l'activité sur le secteur Sanitaire (SMR et HAD).

Note 3. Charges externes

Les charges externes du Groupe s'établissent à 86 851 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 81 667 milliers d'euros l'an passé. Elles concernent principalement la sous-traitance pour 17 787 milliers d'euros (contre 19 720 milliers d'euros l'an passé), les honoraires pour 21 274 milliers d'euros (contre 18 878 milliers d'euros au 31 décembre 2021) et les charges d'entretien et réparations pour 13 496 milliers d'euros contre 12 436 milliers d'euros l'an passé. Leur augmentation est principalement due à celle des honoraires libéraux, sous l'effet de la hausse d'activité.

Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Immobilisations incorporelles	(1 578)		(1 578)	(1 230)		(1 230)
Immobilisations corporelles	(14 908)	(3 726)	(18 634)	(13 986)	(3 659)	(17 646)
Droits d'utilisation	(57 028)	(331)	(57 359)	(56 182)	(319)	(56 502)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	(73 514)	(4 057)	(77 570)	(71 399)	(3 979)	(75 377)
Dotations nettes aux provisions	(724)	171	(553)	(1 802)	166	(1 635)
TOTAL	(74 237)	(3 886)	(78 123)	(73 200)	(3 812)	(77 013)

L'augmentation des dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions provient essentiellement de l'impact année pleine des amortissements d'immobilisations corporelles acquises en 2021 et des amortissements de droits d'utilisation sur les contrats de location activés sur 2021.

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Subventions d'exploitation	22 483	7	22 490	19 267	5	19 272
Autres produits	3 035	1 892	4 927	2 999	7 748	10 747
Autres produits d'exploitation	25 518	1 899	27 418	22 266	7 753	30 020
Autres charges	(2 732)	(3 472)	(6 204)	(2 513)	(2 969)	(5 482)
Autres charges d'exploitation	(2 732)	(3 472)	(6 204)	(2 513)	(2 969)	(5 482)
TOTAL	22 787	(1 573)	21 214	19 754	4 784	24 538

La hausse du poste « Subventions d'exploitation » est principalement due aux financements reçus de l'Etat au titre de la crise sanitaire Covid-19 et de l'inflation sur les établissements sanitaires.



Le poste « Autres produits » est constitué principalement de reprises en résultat de subventions d'investissement et de produits liés à des créances clients sur l'activité Exploitation, et de reprises de dépréciation de stocks immobiliers suite à leur cession sur l'activité Immobilier.

Le poste « Autres charges » est constitué principalement de pertes liées à des créances clients, à des dénouements de litiges et à des dotations aux dépréciations de stocks immobiliers.

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits sur cessions d'actifs	862	14	876	70	7	77
Autres produits	9 527		9 527	991		991
Reprises sur provisions	4 045		4 045	1 687		1 687
Autres produits opérationnels	14 434	14	14 448	2 748	7	2 755
Valeur comptable des actifs cédés	(379)		(379)	(110)	(1)	(111)
Autres charges	(3 933)		(3 933)	(4 510)		(4 510)
Dotations aux provisions	(9 638)	(1 025)	(10 663)	(6 538)	(595)	(7 134)
Autres charges opérationnelles	(13 951)	(1 025)	(14 976)	(11 158)	(596)	(11 754)
TOTAL	484	(1 011)	(528)	(8 410)	(589)	(9 000)

En 2022, le poste « Produits sur cessions d'actifs » comporte principalement la cession d'un terrain.

En 2022, le poste « Autres produits » est constitué d'écarts d'acquisition négatifs pour un montant de 8 588 milliers d'euros ainsi que des diminutions d'obligations locatives suite à des résiliations de bail pour 940 milliers d'euros.

En 2022, le poste « Autres charges » comprend essentiellement les frais liés aux regroupements d'entreprises pour un montant de 405 milliers d'euros (cf. Note 12), la moins-value de cession d'une filiale du secteur Sanitaire France pour 777 milliers d'euros ainsi que des coûts liés aux départs de sites pour 2 751 milliers d'euros, couverts par les reprises de provisions correspondantes.

En 2022, le poste « Dotations aux provisions » comprend essentiellement des risques liés à des départs de sites pour 829 milliers d'euros, des dépréciations d'écart d'acquisition sur les secteurs Sanitaire France et International Métier pour respectivement 1 750 et 664 milliers d'euros, d'autorisations d'exploiter pour 1 800 milliers d'euros sur le secteur International Métier, et d'immobilisations corporelles pour 4 500 milliers d'euros. Il comprend également un litige sur l'activité Immobilier pour 1 025 milliers d'euros.

En 2022, le poste « Reprises sur provisions » quant à lui est principalement constitué de l'extinction de risques liés aux départs de sites pour 2 957 milliers d'euros, de la reprise de dépréciation sur le terrain cédé pour 233 milliers d'euros, de l'extinction d'un litige pour 626 milliers d'euros et de la reprise de dépréciation des droits d'utilisation pour 136 milliers d'euros.



En 2021, le poste « Autres produits » était constitué de produits relatifs aux départs de site pour 450 milliers d'euros, ainsi que des diminutions d'obligations locatives suite à des résiliations de bail pour 541 milliers d'euros.

En 2021, le poste « Autres charges » comprenait essentiellement les frais liés aux regroupements d'entreprises pour un montant de 2 340 milliers d'euros ainsi que des coûts liés aux départs de sites pour 2 170 milliers d'euros, couverts par les reprises de provisions correspondantes.

En 2021, le poste « Dotations aux provisions » comprenait essentiellement des risques liés à des départs de sites pour 1 679 milliers d'euros, des dépréciations d'autorisation d'exploiter pour 3 675 milliers d'euros et d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 1 185 milliers d'euros sur le secteur Sanitaire France, et des dépréciations d'écarts d'acquisition sur l'activité Immobilier pour 595 milliers d'euros.

En 2021, le poste « Reprises sur provisions » quant à lui était principalement constitué de l'extinction de risques liés aux départs de sites pour 1 327 milliers d'euros et de la reprise de dépréciation des droits d'utilisation pour 360 milliers d'euros.

Note 7. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits issus des placements financiers	212		212	211		211
Intérêts des dettes financières ⁽¹⁾	(5 138)	(2 301)	(7 439)	(5 650)	(1 178)	(6 827)
Intérêts des dettes locatives	(13 571)	(61)	(13 632)	(13 118)	(67)	(13 185)
Coût de l'endettement financier net	(18 498)	(2 362)	(20 859)	(18 557)	(1 245)	(19 801)

⁽¹⁾ Les intérêts des dettes financières intègrent au 31 décembre 2022 un effet du coût amorti des frais d'émission de dettes pour 492 milliers d'euros (cf Note 25.1) contre 369 milliers d'euros au 31 décembre 2021.



Note 8. Autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits financiers issus des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
- instruments financiers dérivés	385		385	81	52	132
Reprise de provisions à caractère financier				1 381		1 381
Autres produits financiers	434	41	474	1 674	38	1 711
Produits financiers	818	41	859	3 136	89	3 225
Charges financières issues des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
- instruments financiers dérivés	(104)		(104)	(55)		(55)
Pertes de change	(337)		(337)			
Dotations aux provisions à caractère financier	(83)		(83)	(39)		(39)
Autres charges financières	(63)	(14)	(77)	(2 885)	(5)	(2 890)
Compte de liaison	257	(257)		168	(168)	
Charges financières	(329)	(271)	(600)	(2 811)	(173)	(2 985)
Autres produits et charges financières	489	(230)	259	325	(84)	241

En 2021, les autres produits et charges financiers comprenaient la cession des titres de la SARL rue du Dr Baudin et la SCI de la rue de la Croix Jumelin pour un prix de cession de 1 489 milliers d'euros. Ces titres représentaient au bilan une valeur brute de 2 494 milliers d'euros, enregistrée à la cession en autres charges financières. Leur dépréciation, qui s'élevait à 1 005 milliers d'euros, avait été reprise sur l'exercice 2021.

Note 9. Impôt sur les résultats

1. Ventilation impôt exigible – impôt différé

En milliers d'euros	2022			2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Impôt exigible	(12 912)	(1 387)	(14 299)	(15 519)	(2 252)	(17 771)
Impôt différé	(3 508)	1 893	(1 615)	1 791	1 396	3 187
TOTAL	(16 420)	505	(15 914)	(13 728)	(856)	(14 585)



2. Justification de la charge d'impôt

En milliers d'euros	2022	2021
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	43 179	36 251
Taux d'impôt de la société consolidante	25,83%	28,41%
Charge d'impôt théorique	(11 153)	(10 299)
Différences permanentes	(4 761)	(4 286)
- Effets de la CVAE ⁽¹⁾	(3 022)	(2 885)
- Autres décalages permanents	(2 476)	460
- Effets de la comptabilisation en résultat des écarts d'acquisition	1 595	(729)
- Taxation sur dividendes	(78)	(136)
- Effets de la non-reconnaissance des impôts différés sur déficits	(894)	(650)
- Ecart de taux	113	(344)
Charge d'impôt effective	(15 914)	(14 585)
Impôt comptabilisé (charge)	(15 914)	(14 585)
Taux d'impôt effectif	36,86%	40,23%

⁽¹⁾ La CVAE est présentée sur la ligne « charges d'impôt » du compte de résultat.

La baisse du taux d'impôt effectif correspond essentiellement à la baisse du taux d'impôt sur les sociétés.

Note 10. Sociétés mises en équivalence

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Valeur au bilan à l'ouverture	4 058	
Entrées de périmètre	3 795	1 740
Quote-part de résultat	1 070	2 318
Valeur au bilan à la clôture	8 923	4 058

Au 31 mai 2022, le Groupe a acquis 47,44% du capital de la société Fidexi, comme décrit au paragraphe 3 « Périmètre de consolidation ».



Les sociétés mises en équivalence sont individuellement non significatives. Pour cette raison, les principaux éléments du compte de résultat, depuis leur date d'acquisition, sont présentés de façon agrégée :

En milliers d'euros	31/12/2022
Chiffre d'affaires y compris opérations internes	13 803
Résultat net	2 155

Note 11. Résultat par action et résultat dilué par action

	2022	2021
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	25 813	23 510
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	2,4918	2,4543
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽¹⁾	10 359	9 579
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	2,4918	2,4526
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽²⁾	10 359	9 598

⁽¹⁾ Pour la période close au 31 décembre 2022, le nombre moyen d'actions en circulation après neutralisation des actions d'auto-détention s'élève à 10 359 milliers contre 9 579 milliers pour la période close au 31 décembre 2021.

⁽²⁾ Le nombre moyen d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat par action dilué ne comprend pas d'actions potentiellement dilutives au 31 décembre 2022.



Note 12. Ecart d'acquisition

1. Variations des écarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions	31/12/2022
Sanitaire France	76 152			76 152
Médico-Social France	57 541			57 541
International Métier	1 563	5 882		7 445
Immobilier	4 215	1		4 216
Autres	274			274
Valeur Brute	139 746	5 883		145 629
Perte de valeur	(3 618)	(2 414)		(6 032)
Valeur Nette	136 128	3 469		139 597

Les mouvements de l'exercice concernent les acquisitions de la période et des ajustements de prix, ainsi que des ajustements de la juste valeur des actifs et passifs antérieurement acquis dans le délai de douze mois suivant la date de prise de contrôle.

La comparaison entre la valeur d'utilité et la valeur nette au bilan fait l'objet de tests de sensibilité en fonction des principaux paramètres incluant :

- Le taux d'actualisation,
- Le taux de croissance à l'infini,
- Le taux d'investissement en maintien de l'actif, représentatif du cycle de vie de l'UGT : un établissement en restructuration nécessite un fort taux d'investissement, à l'inverse d'un établissement en régime de croisière.

Un scénario basé sur la baisse du taux d'actualisation utilisé pour les tests de dépréciation de 50 points de base, la baisse du taux de croissance à l'infini de 50 points de base et la hausse du taux d'investissement en maintien de l'actif de 50 points de base n'entraînerait pas la constatation d'une dépréciation des écarts d'acquisition au titre d'une perte de valeur.

La dépréciation de 2 414 milliers d'euros sur l'exercice correspond à des pertes de valeur identifiées sur le secteur Sanitaire pour 1 750 milliers d'euros et sur le secteur International Métier pour 664 milliers d'euros.

2. Détail des acquisitions et cessions de filiales

Les variations de périmètre de la période sont décrites au paragraphe 3 « Périmètre de consolidation » des annexes.

Les frais d'acquisition et de cession des opérations figurent en autres charges opérationnelles et s'élèvent à 405 milliers d'euros (cf. Note 6).



Ces opérations ne sont pas soumises à un complément de prix éventuel. En revanche, le prix pourra être ajusté sur la base de l'arrêté des comptes définitifs à la date d'acquisition en application du contrat d'acquisition. Les montants affectés aux actifs et passifs identifiables sont susceptibles d'être modifiés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

S'agissant des autorisations d'exploiter, elles ont été évaluées sur la base des flux de trésorerie actualisés et, par ailleurs, de multiples portant sur des actifs comparables.

Les filiales acquises au cours de l'exercice sont individuellement non significatives. Pour cette raison, les bilans d'ouverture en IFRS à la date d'acquisition sont présentés de façon agrégée. Les opérations d'acquisition s'analysent de la manière suivante :

31/12/2022	Total des variations de périmètre
Immobilisations incorporelles	14 353
Immobilisations corporelles	16 357
Actifs non courants	30 710
Stocks et encours	(180)
Créances d'exploitation	78
Autres actifs courants	(713)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	135
Actifs courants	(681)
Total des actifs acquis / cédés	30 030
Emprunts et dettes financières	9 195
Impôts différés	3 340
Dettes d'exploitation	89
Autres passifs courants	(420)
Dettes d'impôts courants	(93)
Actifs nets acquis / cédés	17 962
Intérêts minoritaires	(854)
Actifs nets part du Groupe	17 108
Prix payé / Prix reçu	(15 109)
Ecart d'acquisition	5 883
Ecart d'acquisition négatif comptabilisé en produit	(8 588)
Plus ou moins-value de cession	(705)

Le flux net de trésorerie sur les acquisitions et cessions de filiales, comprenant les prix payés et reçus, la trésorerie nette des filiales acquises et cédées ainsi que les acquisitions de titres mis en équivalence, s'élève à 29 781 milliers d'euros.



Les données estimées des sociétés acquises depuis le 1^{er} janvier 2022 sont les suivantes :

En milliers d'euros	Total
Chiffre d'affaires y compris opérations internes	5 345
Résultat net	4 539

Les contributions au résultat de la période des sociétés acquises, depuis leur date d'acquisition, sont les suivantes :

En milliers d'euros	Total
Chiffre d'affaires	5 548
Résultat net	4 644

Note 13. Immobilisations incorporelles

1. Variations des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles concernent uniquement l'activité Exploitation.

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements ⁽¹⁾	31/12/2022
Concessions, brevets	16 357	1 070	(90)	237	420	17 994
Autorisations d'exploiter	415 203		(6 560)	12 496	(87)	421 053
Autres immobilisations incorporelles	277	2		(84)	84	279
Immobilisations incorporelles en cours	342	311			(157)	495
Valeurs Brutes	432 179	1 383	(6 650)	12 650	259	439 822
Amort. concessions, brevets	12 772	1 564	(86)	(16)	(114)	14 119
Amort. autres immobilisations incorporelles	216	14			(0)	230
Amortissements	12 988	1 578	(86)	(16)	(114)	14 349
Perte de valeur des autorisations d'exploiter	8 661	1 800	(6 560)	(1 687)		2 213
Valeurs Nettes	410 531	(1 994)	(4)	14 353	373	423 259

⁽¹⁾ Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste, des réaffectations d'actifs incorporels/corporels pour 467 milliers d'euros et à des plus-values de cession interne éliminées pour -94 milliers d'euros.

La plupart des immobilisations incorporelles sont acquises soit directement soit par voie de regroupement d'entreprises. Le Groupe dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) générées en interne pour une valeur brute 1 378 milliers d'euros au 31 décembre 2022, comme l'an passé.

L'essentiel des immobilisations incorporelles acquises correspond aux autorisations d'exploiter dont la durée de vie a été considérée comme indéfinie. Bien que les autorisations soient accordées en principe pour une durée de 15 ans, elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non-respect de la réglementation.

Il n'existe aucune immobilisation incorporelle dont la propriété est soumise à restriction.



2. Variations des autorisations d'exploiter

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements	31/12/2022
Sanitaire France	269 995		(6 560)	11 799	(2 179)	273 056
Médico-Social France	137 061				2 095	139 156
International Métier	7 617			697	(3)	8 311
Autres	530					530
Valeur Brute	415 203		(6 560)	12 496	(87)	421 053
Perte de valeur	8 661	1 800	(6 560)	(1 687)		2 213
Valeur Nette	406 543	(1 800)		14 184	(87)	418 839

La variation des autorisations d'exploiter intervenue sur 2022 est consécutive aux regroupements d'entreprises intervenus sur l'exercice et décrits au paragraphe 3 « Périmètre de consolidation » des annexes.

Le mouvement de sortie pour 6 560 milliers d'euros correspond à la perte des autorisations d'exploiter suite à la fermeture d'un établissement du secteur Sanitaire France.

Le Groupe a procédé aux tests de dépréciation décrits dans le paragraphe 2.5.5 « Perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles ». La dépréciation de 1 800 milliers d'euros sur la période correspond à des pertes de valeur identifiées sur des établissements du secteur International Métier.

Une variation de plus ou moins 0,50% du taux de croissance, du taux d'actualisation ou du taux d'investissement en maintien de l'actif n'entraînerait pas la constatation d'une perte de valeur complémentaire dans chacun des secteurs opérationnels.



Note 14. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements ⁽¹⁾	31/12/2022
Terrains	8 081	31	(99)	2 850	103	10 966
Constructions	173 478	184	(334)	11 854	1 850	187 032
Installations techniques	31 204	1 321	(340)	(892)	(16 528)	14 766
Autres immobilisations corporelles	102 416	10 123	(2 023)	1 314	19 934	131 764
Immobilisations en cours	249	2 178	(14)		527	2 939
Avances et acomptes	16	(16)				
Valeur brutes	315 444	13 822	(2 810)	15 127	5 886	347 469
Terrain	889	70	(98)		(144)	717
Constructions	61 537	12 489	(334)		1 538	75 230
Installations techniques	24 651	1 210	(338)	(1 009)	(14 310)	10 204
Autres immobilisations corporelles	65 909	10 194	(1 984)	(221)	12 894	86 792
Amortissements	152 986	23 963 ⁽²⁾	(2 754)	(1 230)	(22)	172 942
Perte de valeur						
Valeurs nettes	162 458	(10 141)	(55)	16 357	5 907	174 526
Dont Exploitation	84 144					95 747
Dont Immobilier	78 313					78 779

⁽¹⁾ Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste, des réaffectations d'actifs incorporels/corporels pour -467 milliers d'euros et à des changements d'affectation d'actifs entre les activités Exploitation et Immobilier pour 6 443 milliers d'euros.

⁽²⁾ Dont 18 634 milliers d'euros comptabilisés en résultat opérationnel courant cf Note 4

Il n'existe aucune restriction concernant les titres de propriété d'immobilisations corporelles. Il n'a pas été révélé de perte de valeur des immobilisations corporelles.

Les acquisitions de l'exercice pour 13 822 milliers d'euros, nettes des subventions d'investissement accordées sur l'exercice pour 1 860 milliers d'euros, s'élèvent à 11 961 milliers d'euros. Les subventions d'investissement sont comptabilisées au bilan en autres éléments non courants.

Note 15. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions / Augmentations	Diminutions	Var. Périmètre	Variations de juste valeur	Autres Mouvements	31/12/2022
Titres non consolidés ⁽¹⁾	834					1 878 ⁽²⁾	2 713
Prêts	232	226	(200)				258
Dépôts et cautionnements	1 401	33	(129)			53	1 358
Instruments dérivés - actifs	272				6 565	(2 529) ⁽³⁾	4 308
Autres actifs financiers non courants	459					(98)	361
Valeurs brutes	3 198	259	(329)		6 565	(696)	8 998
Dépréciation	97	2	(99)				
Valeurs nettes	3 101	257	(230)		6 565	(696)	8 998
Dont Exploitation	3 025						8 953
Dont Immobilier	76						44

⁽¹⁾ Dont les titres de la SC Financière Vertavienne 44 détenus par Sarl La Chézalière pour un montant de 774 milliers d'euros et dont les titres de la société LNA Ensemble pour 1 878 milliers d'euros, dont le Groupe ne détient pas le contrôle. Il n'existe aucun contrat entre le Groupe et ces sociétés

⁽²⁾ Les Autres Mouvements sur les titres non consolidés correspondent au reclassement des titres de LNA Ensemble.

⁽³⁾ Les Autres Mouvements sur les instruments dérivés - actifs correspondent au reclassement de leur part courante.



Les dépréciations au 31 décembre 2021, d'un montant de 97 milliers d'euros, portaient sur des dépôts et cautionnements dans le cadre d'un départ de site. Elles ont été intégralement reprises sur l'exercice 2022.

L'échéancier des actifs financiers non courants s'analyse comme suit :

Echéancier	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Valeurs brutes au 31/12/2022	6 200	2 798	8 998
Valeurs brutes au 31/12/2021	2 292	906	3 198

Note 16. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives

Les droits d'utilisation concernent en totalité des locations immobilières.

La variation des droits d'utilisation s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2021	Entrées d'actifs	Amortissements et pertes de valeur	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	31/12/2022
Valeur brute des droits d'utilisation	614 299	15 044		(12 251)	31 197	648 289
Amortissements des droits d'utilisation	(159 765)		(57 359)	4 168		(212 957)
Dépréciation des droits d'utilisation	(271)		108			(163)
Total des droits d'utilisation nets	454 263	15 044	(57 251)	(8 084)	31 197	435 169
Dont Exploitation	452 000					433 154
Dont Immobilier	2 262					2 015

L'effet des réévaluations d'hypothèses comprend la réévaluation des droits d'utilisation à la suite de la ré-indexation annuelle des loyers pour 8 169 milliers d'euros, et des réestimations de la durée probable de contrats (hypothèses d'exercice d'options de renouvellement principalement) pour 23 028 milliers d'euros.

La variation des dettes locatives s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2021	Entrées d'actifs	Remboursement	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	31/12/2022
Dettes locatives	494 383	15 044	(55 842)	(9 023)	31 197	475 758
Total des obligations locatives	494 383	15 044	(55 842)	(9 023)	31 197	475 758
Dont Exploitation	491 963					473 582
Dont Immobilier	2 419					2 177
Dont non courant	439 210					419 436
Dont courant	55 173					56 322

Les échéances des obligations locatives au 31 décembre 2022 sont les suivantes :



Echéancier (en milliers d'euros)	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Durée résiduelle des dettes locatives	56 322	218 785	200 652	475 758

Note 17. Impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2021	Résultat	Autres éléments du résultat global	Variation de périmètre	Autres Mouvements	31/12/2022
Impôts différés actifs	4 757	(865)				3 892
Impôts différés passifs	(76 921)	(750)	(2 376)	(3 340)	61	(83 326)
Impôts différés nets	(72 164)	(1 615)	(2 376)	(3 340)	61	(79 434)

Les impôts différés nets relatifs aux opérations immobilières s'élevaient à - 1 184 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre - 3 011 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

La variation des impôts différés provient principalement des variations de périmètre de l'exercice décrites au paragraphe 3 « Périmètre de consolidation » des annexes.

En milliers d'euros	31/12/2021	Résultat	Capitaux propres	Variation de périmètre	Autres mouvements	31/12/2022
Déficits activés	(853)	124				(730)
Divergences fiscales	2 944	(680)				2 263
Opérations de retraitements	13 803	(2 625)	(2 376)		61	8 864
Autorisations d'exploiter	(79 310)	1 567		(3 340)		(81 084)
Ecart d'évaluation constructions	(6 937)					(6 937)
Ecart d'évaluation stock immobilier	(1 810)					(1 810)
Impôts différés nets	(72 164)	(1 615)	(2 376)	(3 340)	61	(79 434)

Note 18. Stocks et en-cours de production

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Matières premières	4 418		4 418	3 962		3 962
En-cours biens	230	100 251	100 482	230	86 032	86 262
Marchandises	224		224	362		362
Valeurs brutes	4 872	100 251	105 123	4 554	86 032	90 587
Dépréciations		6 714	6 714		4 932	4 932
Valeurs nettes	4 872	93 537	98 409	4 554	81 101	85 655

Les encours de production correspondent aux coûts engagés sur les opérations immobilières selon le niveau d'avancement. Les produits finis ont également trait aux opérations immobilières à hauteur de lots achevés mais non vendus.



La valeur nette des stocks que le Groupe s'attend à céder dans les 12 mois s'élève à 60 927 milliers d'euros et s'élevait à 56 488 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les dépréciations de stock ne concernent que l'activité Immobilier et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises utilisées	31/12/2022
Dépréciations de stocks	4 932	2 456	(674)	6 714
TOTAL	4 932	2 456	(674)	6 714

Les dépréciations de stock ont été estimées en fonction de la valeur probable de revente.

Note 19. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances clients brutes	53 329	18 142	71 471	44 747	23 539	68 285
Dépréciations des créances clients	(1 945)		(1 945)	(1 804)		(1 804)
Valeurs nettes	51 384	18 142	69 526	42 942	23 539	66 481

Il n'existe pas d'actifs sur contrats à la clôture.

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

Les dépréciations des comptes clients ne concernent que l'activité Exploitation et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises utilisées	Variation de périmètre	31/12/2022
Dépréciations des créances clients	1 804	945	(655)	(150)	1 945
TOTAL	1 804	945	(655)	(150)	1 945

Les dotations nettes aux dépréciations des créances clients s'élèvent à 290 milliers d'euros en 2022, dont 244 milliers d'euros comptabilisés en résultat opérationnel courant, contre une reprise nette de 126 milliers d'euros un an plus tôt.



Note 20. Autres actifs courants

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances sociales	1 757	10	1 767	465	4	470
Créances fiscales hors IS	2 471	9 340	11 810	5 246	5 708	10 954
Instruments dérivés - actifs	2 536	101	2 637	108		108
Actifs financiers courants	130	168	298	336	12	348
Autres créances diverses	26 288	719	27 008	32 987	169	33 156
Charges constatées d'avance	2 373	257	2 629	3 414	147	3 560
Valeurs brutes	35 554	10 596	46 150	42 556	6 040	48 596
Dépréciations	(754)		(754)	(1 138)		(1 138)
Valeurs nettes	34 800	10 596	45 395	41 418	6 040	47 458

Toutes les créances et autres actifs courants ont une échéance inférieure à un an.

Note 21. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

La trésorerie nette du Groupe se décompose ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Disponibilités	86 708	5 270	91 978	127 673	6 241	133 914
Equivalents de trésorerie	10 000		10 000	17 855		17 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 708	5 270	101 978	145 528	6 241	151 769
Concours bancaires courants	(7)		(7)	(120)	(15)	(135)
Trésorerie nette	96 701	5 270	101 971	145 407	6 227	151 634

Les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes à terme rapidement disponibles et exposés à un risque négligeable d'évolution de juste valeur.

Note 22. Capitaux propres du Groupe

1. Composition du capital social

Le montant du capital social de la société LNA Santé s'élève au 31 décembre 2022 à 21 418 832 euros, divisé en 10 709 416 actions de 2 euros de valeur nominale chacune.

L'augmentation de capital du 3 février 2022, présentée dans les Faits marquants, a généré l'émission de 952 380 titres d'une valeur nominale de 2 euros, pour un montant de 1 904 760 euros. En tenant compte de la prime d'émission nette des frais d'augmentation de capital, cette opération est présentée dans les flux de trésorerie liés aux opérations de financement pour un montant total de 49 937 milliers d'euros.



2. Prime d'émission

La prime d'émission de la société LNA Santé s'élève au 31 décembre 2022 à 99 590 256 euros. Son augmentation de 48 032 098 euros est liée à l'augmentation de capital du 3 février 2022 présentée dans les Faits marquants.

Les frais d'augmentation de capital liés à cette opération ont été imputés pour un montant net d'impôt de 63 milliers d'euros.

3. Actions Propres

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire d'investissement, la société LNA Santé est amenée à détenir des actions propres.

Au 31 décembre 2022, la société LNA Santé détenait 274 581 actions propres, qui viennent en déduction des réserves consolidées pour un montant de 8 656 milliers d'euros.

A la clôture de l'exercice précédent, les réserves consolidées étaient impactées d'un montant de 5 639 milliers d'euros correspondant à 132 484 actions auto-détenues.

4. Dividendes

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes comptabilisés au cours de la période comme distribution aux actionnaires	4 519	1 916
Dividendes proposés et non comptabilisés	5 129 ⁽¹⁾	4 523
<i>Soit</i>	<i>0,50€ par action</i>	<i>0,43€ par action</i>

⁽¹⁾ Estimation sur la base du nombre d'actions donnant droit à dividende au 15 mars 2023, soit 10 257 601 actions.

L'Assemblée Générale du 22 juin 2022 a approuvé la distribution de dividendes de 0,43 euro par action au titre de l'exercice 2021, soit un montant de 4 519 milliers d'euros, qui a été versée en numéraire le 11 juillet 2022.

Le Conseil d'Administration, réuni le 28 mars 2023, a proposé une distribution de dividendes au titre de l'exercice 2022 de 0,50 euro par action, qui sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 21 juin 2023.



5. Titres par catégorie

	31/12/2022	31/12/2021
Nombre total d'actions	10 709 416	9 757 036
Nombre total d'actions émises et entièrement libérées	10 709 416	9 757 036
Nombre total d'actions émises et non entièrement libérées	-	-
Nombre total d'actions ordinaires	7 205 362	5 325 008
Nombre total d'actions à droit de vote double	3 229 473	4 299 544
Nombre total d'actions privées du droit de vote	274 581	132 484
Valeur nominale en euros de l'action	2,00	2,00
Capital social en euros	21 418 832	19 514 072
Actions de la société détenues par le Groupe	274 581	132 484

Note 23. Engagements de retraite et avantages assimilés

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021		
Engagements à l'ouverture	10 221	11 029		
Variations de périmètre		35		
Coûts des services rendus	929	898		
Coût financier	83	39		
Prestations de retraite payées	(558)	(401)		
Gains et pertes actuariels	(1 499)	(1 380)		
Engagements à la clôture	9 175	10 221		
dont Exploitation	9 138	10 184		
dont Immobilier	37	37		
Echéancier	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements au 31/12/2022	608	1 963	6 604	9 175
Engagements au 31/12/2021	571	1 938	7 712	10 221



Les gains et pertes actuariels s'analysent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Ecart actuariel liés aux changements d'hypothèses financières	(303)	135
Ecart actuariel liés aux changements d'hypothèses démographiques	(1 197)	(1 514)
Gains et pertes actuariels	(1 499)	(1 380)

Les hypothèses de calcul de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes :

Indicateurs	31/12/2022	31/12/2021
Taux d'actualisation	3,73%	0,78%
Evolution des salaires	2%-5%	2%-5%
Table de mortalité	INSEE 2021	INSEE 2021
Age de départ volontaire	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50%	50%
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire

Le taux d'actualisation est établi sur la base de l'observation du taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie membres de la zone euro à la clôture de l'exercice et de la durée de l'engagement.

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise ont été estimées ainsi pour les établissements :

	31/12/2022	31/12/2021
Age < 45 ans	0%	0%
Age >= 45 ans	50%	50%
Age >= 50 ans	75%	75%
Age >= 55 ans	100%	100%

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise s'analysent ainsi pour le siège :

	31/12/2022	31/12/2021
Age < 30 ans	0%	0%
Age >= 30 ans	30%	30%
Age >= 35 ans	50%	50%
Age >= 40 ans	75%	75%
Age >= 45 ans	100%	100%



Les impacts sur le total bilan du Groupe d'une variation du taux d'actualisation ou du taux d'évolution des salaires de 1,00% sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	Taux d'actualisation		Taux d'évolution des salaires	
	+ 1,00%	- 1,00%	+ 1,00%	- 1,00%
Montant des engagements réévalués selon la sensibilité des paramètres	8 581	9 831	9 876	8 531

Note 24. Provisions pour risques courantes

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Provisions pour risques courantes	6 093	1 136	7 229	8 364	750	9 115
TOTAL	6 093	1 136	7 229	8 364	750	9 115

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	Autres mouvements		31/12/2022
Litiges sociaux	5 153	499	(3 993)	(482)		1 177
Autres provisions	3 962	3 498	(1 889)	482		6 052
TOTAL	9 115	3 997	(5 883)			7 229

⁽¹⁾ Dont reprises de provisions utilisées : 4 170 milliers d'euros

Les autres provisions concernent principalement des risques liés aux départs de site, des litiges avec des promoteurs et des investisseurs immobiliers, et des écarts de facturation avec des praticiens..

Ces postes n'enregistrent aucun avantage à long terme et aucune indemnité de fin de contrat.

Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste.

Les provisions pour risques concernent des contentieux en cours. Les échéances de ces contentieux interviendront pour la plupart en 2023. Les montants provisionnés ont été définis au cas par cas entre les services concernés du Groupe et les conseils en charge de ces dossiers. Par ailleurs, aucun remboursement n'est attendu.

Compte tenu des échéances à court terme des provisions, ces dernières n'ont pas été actualisées.

Note 25. Emprunts et dettes financières

L'endettement du Groupe se compose de dettes bancaires et de dettes désintermédiées, parmi lesquelles figurent les financements suivants :



- un emprunt obligataire sous forme d'Euro-PP de 90 millions d'euros dont 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2028 et 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2029, destiné à refinancer en complément des emprunts bancaires à moyen ou long terme des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. L'Euro-PP étant à taux fixe, il n'est pas soumis aux aléas de fluctuation des taux d'intérêt ;
- un programme de titres négociables à court terme (NEU CP, anciennement nommés billets de trésorerie) plafonné actuellement à 160,0 millions d'euros, servant en complément du crédit syndiqué et des crédits promotions à financer le portage et les travaux immobiliers avant cession. La documentation financière du programme est disponible sur le site de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://eucpmtn.banque-france.fr/public/#/liste-des-emetteurs/dd8b9dec-b611-ea11-80f7-001dd8b71ea9> ;
- un emprunt syndiqué bancaire de 265,0 millions d'euros à échéance juin 2027. Il s'agit d'une ligne de crédit revolving non amortissable (RCF) destinée au portage des opérations en phase de construction et de restructuration, à savoir le financement d'autorisations non exploitées et d'établissements en phase de restructuration, ainsi que le portage d'immobiliers existants en attente de commercialisation ;
- adossée à l'emprunt syndiqué, une tranche Prêt à Terme (Term Loan) à échéance juin 2027 de 75 millions d'euros, utilisée pour le portage immobilier des établissements normands. A taux variable, elle est totalement couverte à hauteur de 75 millions d'euros au 31 décembre 2022 ;
- des emprunts à moyen ou long terme d'une durée de 5 à 15 ans pour financer les investissements de maintien du Groupe. Ils sont soit à taux fixe, soit à taux variable couvert ;
- des emprunts à long terme d'une durée de 10 ans servant à financer des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. Il s'agit dans la majorité des cas d'opérations de refinancement, les prêts amortissables étant mis en place dès lors que les actifs d'exploitation sont en état de générer les cashflows suffisants pour rembourser les échéances d'emprunts. Ces emprunts sont à 99% à taux fixe ou à taux variable couvert ;
- un préfinancement des dotations soins en EHPAD, correspondant à 6 mois de dotations, permettant au Groupe d'optimiser son BFR en disposant d'une trésorerie complémentaire. Ce préfinancement de 49,0 millions d'euros au 31 décembre 2022, à taux variable, est couvert à la clôture pour un montant de 22,5 millions d'euros ;
- des financements de portage immobilier avant cession de l'immobilier en l'état (dans le cas où le Groupe décide de déménager l'exploitation dans de nouveaux locaux) ou lancement d'un programme de promotion immobilière. Ces financements sont à 89% à taux fixe ou à taux variable couvert ;
- des crédits à court terme de promotion immobilière servant à financer les opérations de construction et de rénovation-extension pendant des périodes de 12 à 18 mois avant livraison et cession de l'immobilier. Ces crédits ne sont pas couverts, mais leurs frais financiers sont inclus dans le prix de vente des ensembles immobiliers.

Les autres dettes financières sont quant à elles principalement composées des éléments suivants :

- Les cautions versées par les résidents des établissements à leur entrée ;
- Les autres dettes financières diverses.



Au 31 décembre 2022, l'endettement du Groupe est couvert ou à taux fixe à hauteur de 241 millions d'euros.

La partie non couverte s'élève à 184 millions d'euros, qu'il faut comparer à la trésorerie nette de 102 millions d'euros dont dispose le Groupe. Le risque sur le montant non couvert s'en trouve donc réduit : l'impact d'une hausse de taux d'intérêt se traduisant par une hausse de la charge d'intérêt d'une part, et par une hausse des produits d'intérêt générés par les placements de trésorerie, d'autre part.

La dette résiduelle non couverte se limite ainsi à 82 millions d'euros, soit 18% de la dette brute, et concerne principalement la dette immobilière à court terme, à savoir les encours de travaux avant cession.

1. Variation des dettes

L'ensemble des dettes courantes et non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Emissions	Rembst	Var. de périmètre	Variations de juste valeur	Effets du coût amorti ⁽¹⁾	Autres Mouvements ⁽²⁾	31/12/2022
<i>Euro PP</i>	140 729		(51 200)			68		89 596
<i>Titres négociables à court terme</i>	160 000		(153 000)					7 000
Total dettes désintermédiées	300 729		(204 200)			68		96 596
<i>Crédit syndiqué RCF</i>	(1 606)	139 801				341		138 536
<i>Crédit syndiqué Term-Loan</i>	74 542					83		74 625
<i>Emprunts auprès des établis de crédit</i>	60 701	5 000	(16 461)	(23)				49 216
<i>Préfinancement des dotations soins</i>	46 574	2 401						48 975
<i>Crédits portage immobilier</i>	7 685		(1 701)					5 984
<i>Crédits promotion immobilière</i>	9 222	1 215	(953)					9 485
Total emprunts bancaires	197 118	148 417	(19 115)	(23)		425		326 820
<i>Instruments dérivés</i>	1 426				(1 425)			1
<i>Cautions résidents</i>	10 558	3 714	(3 291)					10 981
<i>Autres dettes financières diverses</i>	154	11	(49)	(3)				113
<i>Concours bancaires courants</i>	135			9 221			(9 349)	7
<i>Intérêts courus non échus</i>	1 546						(274)	1 272
TOTAL	511 666	152 141	(226 654)	9 195	(1 425)	492	(9 623)	435 792
Non courants	222 399							196 678
Courants	289 267							239 114

⁽¹⁾ Les effets du coût amorti sont présentés en Note 7 – Coût de l'endettement financier net.

⁽²⁾ Les autres mouvements correspondent aux variations nettes des dettes financières à court terme.

La réconciliation de la variation des dettes diverses avec la variation présentée dans le tableau des flux de trésorerie est la suivante :

Flux de financement sur dettes diverses	2022	2021
Augmentation des cautions résidents	3 714	3 511
Augmentation des dettes financières diverses	11	49
Encaissements sur comptes courants hors Groupe	369	
Flux d'augmentation présenté dans le tableau des flux de trésorerie	4 093	3 560
Remboursement des cautions résidents	(3 291)	(2 825)
Remboursement des dettes financières diverses	(49)	(35)
Apports en comptes courants hors Groupe	(277)	(3 009)
Flux de remboursement présenté dans le tableau des flux de trésorerie	(3 616)	(5 869)



2. Analyse des dettes courantes et non courantes

L'ensemble des dettes non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	89 664		89 664	89 597		89 597
Emprunts auprès des établissements de crédit	32 497	66 181	98 678	42 765	80 984	123 749
Cautions résidents	8 236		8 236	7 918		7 918
Autres dettes financières diverses	99		99	154		154
Instruments dérivés				920	61	981
TOTAL	130 497	66 181	196 678	141 355	81 045	222 399

L'ensemble des dettes courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	(68) ⁽¹⁾		(68)	51 132 ⁽¹⁾		51 132
Emprunts auprès établissements de crédit	39 310	130 373 ⁽²⁾	169 683	15 871	1 701 ⁽²⁾	17 572
Préfinancement des dotations soins	48 975		48 975	46 574		46 574
Cautions résidents	2 745		2 745	2 640		2 640
Autres dettes financières diverses	14		14			
Instruments dérivés		1	1	398	47	445
Crédits promotion immobilière		9 485	9 485		9 222	9 222
Titres négociables à court terme		7 000	7 000	63 400	96 600	160 000
Concours bancaires courants	7		7	120	15	135
Intérêts courus non échus	1 263	9	1 272	1 537	9	1 546
TOTAL	92 246	146 868	239 114	181 672	107 594	289 267

⁽¹⁾ La part courante de l'Euro PP correspond à la part courante du coût amorti. En 2021, elle correspondait au remboursement du premier Euro-PP dont l'échéance était en janvier 2022.

⁽²⁾ La part immobilière des emprunts auprès des établissements de crédit correspond aux crédits accordés pour financer les besoins de portage à court terme de l'activité immobilière. Ce financement était en 2021 assuré principalement par le programme de titres négociables à court terme (NEU CP).

3. Echéances des dettes

L'échéancier des dettes courantes et non courantes s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	92 246	146 868	239 114	181 672	107 594	289 267
De plus de 1 an à 5 ans	36 566	64 212	100 778	45 205	57 651	102 856
Supérieur à 5 ans	93 931	1 969	95 900	96 150	23 394	119 544
TOTAL	222 743	213 049	435 792	323 027	188 639	511 666



Le total des remboursements futurs non actualisés des emprunts bancaires, de l'Euro PP et des titres négociables à court terme s'analyse de la manière suivante (capital et intérêts) :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	91 603	127 032	218 635	180 578	99 376	279 954
De plus de 1 an à 5 ans	40 130	83 026	123 155	47 984	60 150	108 135
Supérieur à 5 ans	96 868	2 062	98 929	102 871	23 609	126 480
TOTAL	228 601	212 119	440 720	331 434	183 135	514 569
Maturité moyenne hors préfinancement des dotations soins (en années)	5,32	4,43	4,82	3,94	2,79	3,51

4. Structure financière

La structure de l'endettement liée aux emprunts auprès des établissements de crédit et auprès des investisseurs financiers sur le marché se présente comme suit :

Capital restant dû (En milliers d'euros)	31/12/2022			En %	31/12/2021			En %
	Exploit.	Immo.	Total		Exploit.	Immo.	Total	
Euro PP	89 596		89 596	2%	140 729		140 729	28%
Titres négociables à court terme		7 000	7 000	2%	63 400	96 600	160 000	32%
Prêts à taux fixe	41 149	4 717	45 865	1%	51 910	6 098	58 008	12%
Prêts à taux variable couvert	28 033	75 612	103 645	24%	5 749	75 313	81 062	16%
Prêts à taux variable non couvert	51 599	125 710	177 309	42%	47 551	10 497	58 048	12%
TOTAL EMPRUNTS GROUPE	210 378	213 039	423 417	100%	309 339	188 508	497 847	100%
Dont non courant	122 161	66 181	188 342	44%	132 362	80 984	213 346	43%
Dont courant	88 217	146 858	235 074	56%	176 977	107 524	284 501	57%

Le taux moyen d'intérêts des dettes, y compris instruments de couverture, s'élève à 1,74% pour la période close au 31 décembre 2022, à comparer à 1,54% en 2021.

L'endettement financier net du Groupe s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	Notes	31/12/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Emprunts et dettes financières		222 743	213 049	435 792	323 027	188 639	511 666
Comptes courants internes		10 987	(10 987)		5 864	(5 864)	
Instruments dérivés actifs	15. / 20.	(6 810)	(135)	(6 945)	(380)		(380)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21.	(96 708)	(5 270)	(101 978)	(145 528)	(6 241)	(151 769)
Endettement Net		130 211	196 657	326 868	182 984	176 534	359 517
Engagements sur contrats de crédit-bail immobilier			22 018	22 018		23 440	23 440
Endettement Net selon covenants		130 211	218 675	348 886	182 984	199 974	382 957



5. Covenants bancaires

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement. Les principaux covenants du Groupe à la clôture se décrivent ainsi :

- Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation avant IFRS 16¹ inférieur ou égal à 4,25 (levier)
- Endettement net d'Exploitation / Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation² inférieur ou égal à 1,25 (gearing)
- Endettement net immobilier inférieur à 340 millions d'euros
- EBITDA Immobilier avant IFRS 16 positif

Au 31 décembre 2022, les covenants sont respectés, le levier s'élevant à 1,87, le gearing à 0,30, l'endettement net immobilier à 218,7 millions d'euros et l'EBITDA Immobilier avant IFRS 16 à 5,6 millions d'euros.

Note 26. Autres éléments non courants

Les autres éléments non courants concernent des subventions d'investissement associées à des immobilisations dont la comptabilisation en résultat est opérée au rythme d'amortissement des actifs associés. Ces subventions d'investissement s'élèvent à 9 209 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 9 032 milliers d'euros à la clôture précédente.

Note 27. Autres passifs courants

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Fournisseurs d'immobilisations	1 320		1 320	1 222	1 250	2 472
Dettes fiscales hors IS	5 206	4 540	9 746	5 571	6 083	11 654
Dettes sociales	69 266	421	69 687	61 174	265	61 439
Autres dettes diverses	19 958	173	20 131	22 864	47	22 912
Passifs sur contrats	23 547	4 065	27 612	21 087	8 694	29 781
TOTAL	119 297	9 199	128 496	111 919	16 339	128 258

Toutes les autres dettes et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an.

¹ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation avant IFRS 16 pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA d'Exploitation avant IFRS 16.

² Les fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation sont constitués des capitaux propres d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, et des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16.



Note 28. Instruments dérivés

LNA Santé a souscrit des swaps et des caps de taux afin de couvrir son endettement à taux variable.

Les caractéristiques de ces instruments sont les suivantes :

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Nominal	105 484	91 006
Taux	0,00 % - 2,84 %	0,00 % - 1,95 %
Échéance	01/04/2023 - 25/06/2031	01/04/2023 - 25/06/2031

Les charges d'intérêts constatées au titre des instruments financiers sur l'exercice 2022 s'élèvent à 263 milliers d'euros.

La juste valeur des instruments dérivés s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2021	Variation en capitaux propres	Variation par résultat	31/12/2022
Juste valeur des instruments de couverture	(1 047)	7 710	281	6 944
Juste valeur des instruments financiers	(1 047)	7 710	281	6 944

Note 29. Contrats de construction

Pour les opérations de promotion sur des réhabilitations d'immobiliers et les créations réalisées en interne, les impacts dans le compte de résultat et le bilan s'analysent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Produits comptabilisés sur l'opération	71 692	36 433
Montant des travaux en cours	14 118	204
Coût total des opérations	71 534	52 052
Coûts engagés	71 534	52 052
Marge globale attendue	2 839	2 238
Marge comptabilisée	2 443	1 873
Montant dû par les clients	17 919	23 316
Passifs sur contrats	4 064	8 659



Note 30. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Cautions données sur le capital restant dû des emprunts	29 644	30 343
Nantissement de fonds calculés sur le capital restant dû des emprunts	7 746	10 095
Nantissement de titres des sociétés consolidées calculés sur le capital restant dû des emprunts	4 514	6 488
Engagements hors bilan liés aux opérations de financement	41 904	46 926
Garanties données sur les prêts promoteurs	49 117	72 335
Cautions LNA Santé	28 818	32 269
Hypothèques et Privilèges de prêteur de deniers	20 299	40 065
Garanties données sur les loyers	13 037	12 100
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	2 515	2 333
Cautions LNA Santé aux propriétaires immobiliers	10 522	9 767
Autres garanties données	1 558	2 592
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations incorporelles	11 250	2 497
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations corporelles et stocks	18 712	7 940
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	93 674	97 464
Engagements donnés (non actualisés)	135 578	144 390
Cautions bancaires	2 866	2 600
Engagements contractuels reçus pour vente d'immobilisations	5 300	
Part non utilisée des crédits corporate et crédit syndiqué	125 000	265 000
Part non utilisée des crédits promotion	5 515	22 778
Engagements reçus (non actualisés)	138 681	290 378

La variation des engagements hors bilan donnés est essentiellement due aux garanties données sur les prêts promoteurs ainsi qu'aux engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations et stocks immobiliers.

La variation des engagements hors bilans reçus est quant à elle principalement liée à la part non utilisée du crédit syndiqué.

2. Actifs et passifs éventuels

	31/12/2022	31/12/2021
Actifs éventuels	Néant	Néant
Passifs éventuels	Néant	Néant

Il n'existe pas, à la connaissance du Groupe et de ses conseils, de litige non provisionné susceptible d'impacter significativement l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe au 31 décembre 2022.



Note 31. Autres informations

1. Secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
31/12/2022						
Chiffre d'affaires	269 742	372 503	33 200	47 759	5 020	728 224
EBITDA ⁽¹⁾	68 919	65 918	5 533	3 269	(815)	142 824
EBITDA retraité IFRS 16	26 373	45 573	719	5 600	(2 400)	75 865
Actifs économiques employés	184 321	307 252	27 344			518 917

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
31/12/2021						
Chiffre d'affaires	255 802	348 029	27 735	54 028	3 898	689 492
EBITDA ⁽¹⁾	66 095	61 868	6 158	6 067	1 060	141 248
EBITDA retraité IFRS 16	24 497	42 332	1 555	8 339	(483)	76 240
Actifs économiques employés	182 355	301 437	9 236			493 027

Le passage du résultat opérationnel à l'EBITDA et de l'EBITDA à l'EBITDA retraité IFRS 16 est le suivant :

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat opérationnel	65 338	(1 559)	63 779	54 255	1 558	55 812
Dotations nettes aux amortissements et provisions	74 237	3 886	78 123	73 200	3 812	77 013
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	244		244	(126)		(126)
Provision engagements de retraite	479	5	484	558	4	562
Autres produits et charges d'exploitation	(22 787)	1 573	(21 214)	(19 754)	(4 784)	(24 538)
Subventions d'exploitation	22 483	7	22 490	19 267	5	19 272
Autres produits et charges d'exploitation à caractère d'EBITDA	44	(160)	(116)	(629)	(309)	(938)
Dépréciations de stocks immobiliers		(1 493)	(1 493)		5 191	5 191
Autres produits et charges opérationnels	(484)	1 011	528	8 410	589	9 000
EBITDA	139 555	3 269	142 824	135 181	6 067	141 248
Impact de l'élimination des loyers IFRS 16	(69 291)	2 331	(66 960)	(67 280)	2 273	(65 008)
EBITDA retraité IFRS 16	70 264	5 600	75 865	67 901	8 339	76 240



2. Parties liées

La liste des filiales du Groupe figure en Note 35 des présents Etats Financiers.

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales, à l'exception des sociétés mises en équivalence, sont éliminées lors du processus de consolidation.

Les transactions et les soldes entre les sociétés du Groupe intégrées globalement d'une part, et les principaux dirigeants, les sociétés mises en équivalence et les autres parties liées d'autre part, sont détaillés ci-dessous :

En milliers d'euros	2022	2021
Charges		
Loyer	2 036	1 979
Assistance technique et mandat de vente	596	3 645
Autres charges	4 149	7 644
Produits		
Mandat d'assistance gestion	291	73
Autres produits	550	460
Bilan		
Clients	149	97
Fournisseurs	1 683	2 079
Comptes Courants	3 263	252

3. Rémunération des dirigeants

Les rémunérations des mandataires sociaux et administrateurs sont présentées dans la synthèse suivante :

En milliers d'euros	2022	2021
Rémunérations allouées	679	510
Paiement en actions conditionné	416	416
Jetons de présence	80	102
TOTAL	1 175	1 028



Aucun avantage spécifique en matière de rémunérations différées, indemnités de départ et engagements de retraite complémentaire n'a été mis en place au bénéfice des mandataires sociaux.

Dans le cadre de l'autorisation de l'assemblée générale mixte du 22 juin 2016, le conseil d'administration a décidé lors de la réunion du 13 décembre 2017 de procéder à l'attribution gratuite d'actions au profit des trois dirigeants mandataires sociaux. La juste valeur initiale unitaire s'établit à 55,45 euros par action.

Conformément aux dispositions du Plan d'attribution gratuite d'actions 2017-2020, le conseil d'administration a constaté dans sa séance du 19 janvier 2022 la satisfaction des critères de performance et de la condition de présence, permettant l'acquisition définitive au 1^{er} janvier 2022 des 2 500 actions de la Tranche B attribuées à chacun des trois dirigeants mandataires sociaux, lesquelles avaient été attribuées au 1^{er} janvier 2019. Ainsi, 7 500 actions ont été acquises et versées au total en 2022.

Note 32. Gestion des risques financiers

Risques de change

Le Groupe LNA Santé est peu exposé au risque de change dans la mesure où seule une société du Groupe, représentant 0,5% de l'activité Exploitation, se situe hors zone euro, en Pologne. Ainsi, le Groupe considère que son exposition au risque de change est limitée.

Risques de taux

Le Groupe met en œuvre une politique de diversification de ses sources de financement en combinant des financements bancaires et des financements désintermédiés sur des maturités courtes, moyennes et longues allant de 1 mois à 15 ans.

La structure des financements se répartit comme suit :

Type de financement	JJ à 1 an	1 an à 5 ans	Au-delà	Total encours	%
Euro-PP à taux fixe	(68)	(271)	89 935	89 596	21%
Prêts à taux fixe	12 902	28 181	4 783	45 865	11%
Prêts à taux variable couvert	39 032	63 607	1 006	103 645	24%
<i>Sous-total couvert</i>	<i>51 866</i>	<i>91 517</i>	<i>95 724</i>	<i>239 107</i>	<i>56%</i>
Prêts à taux variable non couvert	176 210	925	177	177 311	42%
NEU CP ^(*) non couvert	7 000			7 000	2%
<i>Sous-total non couvert</i>	<i>183 210</i>	<i>925</i>	<i>177</i>	<i>184 311</i>	<i>44%</i>
Total	235 075	92 442	95 901	423 419	100%
Part relative	56%	22%	23%	100%	

(*) NEU CP (Negotiable European Commercial Paper) : dénomination commerciale des titres négociables à court terme



Pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à la structure de sa dette financière, le Groupe utilise des produits dérivés d'échange de taux d'intérêt (swaps et caps). Ces produits dérivés sont qualifiés comptablement au sens des normes IFRS en instruments de couverture.

L'objectif de ces transactions est de transformer le taux variable de la dette en taux fixe et d'encadrer le risque de taux en fonction des anticipations de leur évolution.

Cette politique peut donner lieu en cours d'exercice, et en fonction de l'évolution des taux de marchés, à des ajustements dans les positions de couverture.

Le montant des contrats de couverture représente au 31 décembre 2022 un risque couvert de 105 484 milliers d'euros. Ces couvertures portent sur des taux de 0,00% à 2,84% dont les échéances sont comprises entre le 1^{er} avril 2023 et le 25 juin 2031.

Seule la dette à moins d'un an n'est couverte que partiellement. Il s'agit principalement des financements de l'activité immobilière (le crédit syndiqué, les titres négociables à court terme, les crédits promotion et les portages immobiliers) et du préfinancement des dotations soins.

En retenant une hausse de 1% des taux d'intérêt applicable à l'encours à taux variable et réglementé, les charges financières complémentaires seraient de 1 843 milliers d'euros.

Par ailleurs, le Groupe dispose au 31 décembre 2022 d'une trésorerie nette de 101 978 milliers d'euros, à comparer à sa dette non couverte de 184 309 milliers d'euros. Le risque sur le montant non couvert s'en trouve donc réduit : l'impact d'une hausse de taux d'intérêt se traduisant par une hausse de la charge d'intérêt, d'une part, et par une hausse des produits d'intérêt générés par les placements de trésorerie, d'autre part.

La dette résiduelle non couverte après imputation de la trésorerie s'établit à 82 millions d'euros, soit 18% de la dette brute, et concerne principalement la dette immobilière à court terme, à savoir les encours de travaux avant cession.

Risques sur actions

Au 31 décembre 2022, la SA LNA Santé détient 274 581 actions propres, valorisées à 8 656 milliers d'euros contre 132 484 titres à la clôture précédente. Une valorisation au cours au plus bas de l'année 2022 (24,55€) et au plus haut de l'année 2022 (51,40€) s'échelonnerait de 14 113 milliers d'euros à 6 741 milliers d'euros, le prix de revient moyen des titres auto-détenus à la date de clôture s'établissant à 31,61 euros par titre.

Risques de liquidité

Le Groupe dispose au 31 décembre 2022 de 101 978 milliers d'euros de disponibilités et d'équivalents de trésorerie (soit 101 971 milliers d'euros de trésorerie nette des concours bancaires) ; ce qui représente 15% de son chiffre d'affaires d'exploitation.

La pérennité du modèle économique et la confiance des partenaires financiers facilitent l'accès au crédit et limitent le risque de liquidité.



Le programme d'émission de titres négociables à court terme est couvert par la trésorerie disponible et par la part non tirée du crédit syndiqué.

Le préfinancement des dotations soins, d'un montant à la clôture de 48 975 milliers d'euros, est couvert par les créances futures à naître sur les dotations soins.

Au regard de ces éléments, de l'analyse des actifs et passifs courants et des ratios de la structure financière, la société considère qu'elle n'est pas exposée au risque de liquidité.

Risques de solvabilité et rating

La cotation Banque de France de LNA Santé sur la base de ses comptes consolidés 2021 est à B2- (« très satisfaisante ») ; ce qui démontre ainsi « une capacité très satisfaisante à honorer ses engagements financiers sur un horizon de trois ans ».

Risques relatifs aux engagements hors bilan

Les garanties et obligations contractuelles se décomposent à la clôture de l'exercice 2022 en engagements donnés sur une durée déterminée pour 135,6 millions d'euros constitués d'engagements liés aux opérations de financement pour 41,9 millions d'euros et aux activités opérationnelles pour 93,7 millions d'euros. Les engagements reçus s'élèvent au 31 décembre 2022 à 138,7 millions d'euros relatifs principalement à des lignes de crédit accordées et non utilisées, dont notamment la part non utilisée du crédit syndiqué (125 millions d'euros).

Les garanties et obligations contractuelles sont détaillées en Note 30 Engagements hors bilan des états financiers consolidés 2022.

Au titre de ses emprunts (crédit syndiqué et Euro-PP notamment), le Groupe doit respecter un certain nombre de covenants qui sont détaillés en Note 25.5. Au 31 décembre 2022, l'intégralité des covenants financiers est respectée.

Note 33. Actifs et passifs financiers

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. A la date de la transaction, elle correspond généralement au prix de transaction. La détermination de la juste valeur doit ensuite être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

La juste valeur des dérivés est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés en utilisant les données de marché observables à la clôture.

La juste valeur des dettes fournisseurs, des créances clients correspond à la valeur comptable indiquée au bilan, l'effet de l'actualisation des flux futurs de trésorerie n'étant pas significatif.



	2022		2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Titres mis en équivalence	8 923	8 923	4 058	4 058
Actifs financiers non courants	8 998	8 998	3 101	3 101
Actifs sur contrats et créances clients	69 526	69 526	66 481	66 481
Autres actifs courants	45 395	45 395	47 458	47 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101 978	101 978	151 769	151 769
Total actifs financiers	234 820	234 820	272 868	272 868
Passifs financiers				
Dettes financières non courantes ⁽¹⁾	196 678	196 678	222 399	222 399
Dettes financières courantes ⁽¹⁾	239 114	239 114	289 267	289 267
Dettes fournisseurs	63 217	63 217	62 421	62 421
Autres passifs financiers courants	128 496	128 496	128 258	128 258
Total passifs financiers	627 505	627 505	702 345	702 345

⁽¹⁾ Les dettes financières sont principalement constituées de dettes à taux variable. A l'exception des instruments financiers, évalués à leur juste valeur, l'impact de juste valeur des dettes à taux fixe n'est pas significatif.

Les niveaux de classification sont définis comme suit :

- Niveau 1 : prix coté sur un marché actif
- Niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour un instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables
- Niveau 3 : technique d'évaluation incorporant des paramètres non observables.



2022 En milliers d'euros	Méthode d'évaluation	Valeur comptable	Juste valeur par résultat	Dérivés - Couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par OCI	Coût amorti
Actifs financiers						
Titres mis en équivalence	3	8 923	8 923			
Actifs financiers non courants	3	8 998		4 308	2 713	1 977
Actifs sur contrats et créances clients		69 526				69 526
Autres actifs courants		45 395		2 637		42 758
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	101 978	10 000			91 978
Total actifs financiers		234 820	18 923	6 945	2 713	206 239
Passifs financiers						
Dettes financières non courantes ⁽¹⁾	2	196 678		1		196 677
Dettes financières courantes ⁽¹⁾	2	239 114				239 114
Dettes fournisseurs		63 217				63 217
Autres passifs financiers courants		128 496				128 496
Total passifs financiers		627 505		1		627 505

2021 En milliers d'euros	Méthode d'évaluation	Valeur comptable	Juste valeur par résultat	Dérivés - Couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par OCI	Coût amorti
Actifs financiers						
Titres mis en équivalence	3	4 058	4 058			
Actifs financiers non courants	3	3 101		380	738	1 984
Actifs sur contrats et créances clients		66 481				66 481
Autres actifs courants		47 458				47 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	151 769	17 855			133 914
Total actifs financiers		272 868	21 913	380	738	249 837
Passifs financiers						
Dettes financières non courantes ⁽¹⁾	2	222 399		1426		220 973
Dettes financières courantes ⁽¹⁾	2	289 267				289 267
Dettes fournisseurs		62 421				62 421
Autres passifs financiers courants		128 258				128 258
Total passifs financiers		702 345		1426		700 919



Note 34. Analyse du tableau des flux de trésorerie

1. Amortissements et provisions

La ligne Amortissements et provisions présentée au sein du tableau des flux de trésorerie s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	Note	2022	2021
Dépréciation des écarts d'acquisition	12.	2 414	595
Dotations aux amortissements et provisions incorporels	13.	3 378	4 963
Dotations aux amortissements et provisions corporels	14.	23 730	20 037
Dépréciation des actifs financiers non courants	15.	(97)	(1 285)
Dotations aux amortissements et provisions droits d'utilisation	16.	57 251	56 184
Dotations et provisions sur engagements de retraite	23.	567	602
Provisions pour risques et charges	24.	(1 885)	518
Amortissements et provisions		85 358	81 614

2. Variation du besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	Note	31/12/2021	Variation	Autres Mouvements (*)	Var. Périmètre	31/12/2022
Stock	18.	85 655	19 761	(6 826)	(180)	98 409
Clients	19.	66 481	2 968	(1)	78	69 526
Autres actifs courants	20.	47 458	(2 543)	1 193	(713)	45 395
<i>Retraitement hors effets BFR</i>						
Compte courant ⁽¹⁾		(5 404)	232	(0)	70	(5 103)
Créances		108 535	657	1 192	(565)	109 819
Fournisseurs		62 421	699	9	89	63 217
Autres passifs courants	27.	128 258	558	100	(420)	128 496
<i>Retraitement hors BFR</i>						
Fournisseurs d'immobilisations et autres ⁽²⁾		(2 472)	1 152			(1 320)
Compte courant ⁽¹⁾		(258)	(137)	(0)	(4)	(398)
Dettes		187 949	2 272	109	(335)	189 995

^(*) Les autres mouvements comprennent des subventions d'investissement accordées non reçues, des reclassements de poste à poste, des changements d'affectation d'actifs entre les activités Exploitation et Immobilier pour 6 443 milliers d'euros ainsi que le reclassement des titres de LNA Ensemble en actifs financiers non-courants (cf Note 15).

⁽¹⁾ présenté en flux net de trésorerie liés aux opérations de financement

⁽²⁾ présenté en flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement



Note 35. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode de Consolidation	Siren/n° d'entreprise	Siège social
I- ACTIVITE EXPLOITATION:						
LNA SANTE	100,00%	100,00%		IG	388 359 531	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
LA CHÉZALIÈRE	20,29%	20,29%	(1)	IG	352 694 681	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
LE PARC DE DIANE	100,00%	100,00%		IG	394 055 602	16 rue de la Fonderie, 44200 NANTES
LE PARC DE LA PLESSE	100,00%	100,00%		IG	351 792 478	route de la Meignanne, 49240 AVRILLÉ
LE PARC DE LA TOUQUES	100,00%	100,00%		IG	421 178 740	Avenue Michel d'Ornano, 14800 DEAUVILLE
LE PARC SAINT-CHARLES	100,00%	100,00%		IG	428 670 319	10/14 rue du Moulin à Tan, 28000 CHARTRES
RÉSIDENCE LE POINT DU JOUR	100,00%	100,00%		IG	446 388 951	8 rue de Champles, 1301 BIERGES
RÉSIDENCE AIGUE MARINE	100,00%	100,00%		IG	444 727 051	1159 chemin de Reganeu, 83150 BANDOL
RÉSIDENCE VERTE PRAIRIE	100,00%	100,00%		IG	351 327 481	200 rue de la Calendro, 13300 SALON-DE-PROVENCE
LES JARDINS D'HENRIVILLE	100,00%	100,00%		IG	412 458 119	132 Rue Camille Desmoulins, 80000 AMIENS
WOOD SIDE RÉSIDENCE	100,00%	100,00%		IG	441 675 147	75 avenue du Général Ceuninck, 1020 BRUXELLES
LE BON JOUR D'IGNACE	100,00%	100,00%		IG	899 345 002	75 avenue du Général Ceuninck, 1020 BRUXELLES
RÉSIDENCE CREISKER	100,00%	100,00%		IG	452 918 303	78 avenue de Saint-Sébastien, 44380 PORNICHE
LE MAS DE LA CÔTE BLEUE	100,00%	100,00%		IG	489 578 492	Traverse de la Pointe Riche, 13500 MARTIGUES
RÉSIDENCE LES PLÉIADES	100,00%	100,00%		IG	445 348 923	192 rue Reine Jeanne, 83000 TOULON
LE PARC DE LA CENSE	100,00%	100,00%		IG	884 338 805	12 Drève d'Argenteuil, 1410 WATERLOO
LNA PAVILLON DE LA CENSE	100,00%	100,00%		IG	899 718 649	12 Drève d'Argenteuil, 1410 WATERLOO
LES JARDINS D'OLONNE	100,00%	100,00%		IG	478 216 559	100 rue Ernest Landrieau, 85100 LES SABLES D'OLONNE
BIAGIS	100,00%	100,00%		IG	480 780 600	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
LA VILLA DES POÈTES	100,00%	100,00%		IG	351 605 522	90 rue François Mauriac, 13010 MARSEILLE
RÉSIDENCE LES CAMÉLIAS	100,00%	100,00%		IG	338 662 547	8 rue Ambroise Croizat, 66330 CABESTANY
VILLA DES COLLETES	100,00%	100,00%		IG	393 358 197	84 chemin des Collettes, 06800 CAGNES-SUR-MER
RÉSIDENCE LES NYMPHÉAS	100,00%	100,00%		IG	352 351 399	2 rue Louzillais, 35740 PACÉ
RÉSIDENCE LE MONTHÉARD	100,00%	100,00%		IG	509 618 351	2 allée Jean Lurçat, 72000 LE MANS
LES JARDINS D'HERMINE	100,00%	100,00%		IG	440 249 043	55 avenue du Haut Sancé, 35000 RENNES
RÉSIDENCE DES SOURCES	100,00%	100,00%		IG	508 707 304	8 ter route de l'Horloge, 74500 ÉVIAN-LES-BAINS
RÉSIDENCE LES TAMARIS	100,00%	100,00%		IG	833 050 252	Avenue Léon Grosjean, 1140 EVERE
VILLA AMÉLIE	100,00%	100,00%		IG	532 107 109	32 rue de Nice, 17220 SAINT-ROGATIE
VILLA ÉLÉONORE	100,00%	100,00%		IG	500 673 926	5 rue Eugène Bizeau, 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE
VILLA OCÉANE	100,00%	100,00%		IG	528 150 683	15 rue de Kerdonnerch, 56550 BELZ
LES OISEAUX	100,00%	100,00%		IG	739 502 268	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
RÉSIDENCE LES MIMOSAS	100,00%	100,00%		IG	420 020 349	4 rue des Arts, 11100 NARBONNE
VILLA DE RIMIEZ	100,00%	100,00%		IG	529 238 578	160 avenue de Rimiez, 06100 NICE
VILLA TOHANNIC	100,00%	100,00%		IG	380 487 041	22 rue Pierre Maréchal, 56000 VANNES
INSTITUT DE READAPTATION DE ACHERES	100,00%	100,00%		IG	393 902 135	7 Place Simone VEIL, 78260 ACHERES
CENTRE DE SANTE DE ACHERES	100,00%	100,00%		IG	828 197 046	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
RÉSIDENCE LE BOURGAILH	100,00%	100,00%		IG	331 913 756	46 avenue du Bourgailh, 33600 PESSAC
LES JARDINS DE LEYSOTTE	100,00%	100,00%		IG	410 104 269	126 chemin de Leysotte, 33140 VILLENAVE-D'ORNON
RÉSIDENCE TALANSSA	100,00%	100,00%		IG	351 121 470	62 Cours Maréchal Gallieni, 33400 TALENCE
VILLA DE VALROSE	100,00%	100,00%		IG	343 995 254	28 chemin de la Matte, 33360 LATRESNE
LE CLOS CHAMPIROL	73,24%	73,24%		IG	418 660 031	81 avenue Albert Raimond, 42270 SAINT-PIERRE-EN-JAREZ
PÔLE MÉDICAL D'ENNERY	100,00%	100,00%		IG	808 331 110	Route de Livilliers, 95300 ENNERY
INSTITUT DE READAPTATION DU CAP HORN	70,75%	70,75%		IG	817 462 690	1 Rue de Kergonidec, 29800 LANDERNEAU
CENTRE DE READAPTATION DE L'ESTUAIRE	100,00%	100,00%		IG	820 328 904	1 Place Beaumanoir, 44100 NANTES
CENTRE DE READAPTATION DU CONFLUENT LNA	100,00%	100,00%		MEE	840 506 612	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
VS SUB 3	100,00%	100,00%		MEE	880 161 542	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
VS LNA	50,00%	50,00%		MEE	897 497 533	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
POLE SANTE ORGEMONT	100,00%	100,00%		IG	840 506 562	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
INSTITUT PREVENTION SANTE DIABETE GRAND EST	51,00%	51,00%		IG	891 438 129	Boulevard René Leriche, 67200 STRASBOURG
CLINIQUE DU CHATEAU DE PARSAY	100,00%	100,00%		IG	402 046 452	Parsay, 79170 BRIEUIL SUR CHIZÉ
NORMANDY	100,00%	100,00%		IG	316 713 726	1 Rue Jules Michelet, 50400 GRANVILLE
POLYCLINIQUE DE DEAUVILLE	100,00%	100,00%		IG	377 815 899	28 avenue Florian de Kergolay, 14800 DEAUVILLE
CLINIQUE D'ALENCON	100,00%	100,00%		IG	524 291 937	62 rue Candie, 61000 ALENCON
CONCEPT SANTE GIE	100,00%	100,00%		IG	448 106 435	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
MDZHADÉ	60,00%	60,00%	(2)	IG	899 388 896	1 Impasse Maharajah, 97600 MAMOUDZOU
HAD DE L'EST FRANCILIEN	100,00%	100,00%	(2)	IG	820 340 404	7 Rue René Arbeltier, 77120 COULOMMIERS
LNA INTERNATIONAL	100,00%	100,00%	(2)	IG	880 109 129	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
LNA SANTE ORIGIN SP. Z. O. O	90,00%	90,00%	(2)	IG	0000835715	Ul. Pulawska 2, 02-566 WARSZAWA, MAZOWIECKIE, POLAND
LNA BELGIQUE	100,00%	100,00%		IG	479 787 635	8 rue de Champles, 1301 BIERGES
LNA RETRAITE	100,00%	100,00%		IG	529 264 061	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
LNA ES	100,00%	100,00%		IG	484 434 113	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
L-C SANTE	51,00%	51,00%		IG	883 748 477	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
CLINIQUE DEVELOPPEMENT	100,00%	100,00%		IG	442 125 274	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
GRIBOUILL'AGE	67,83%	67,83%		IG	509 786 513	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
NA I CRECHES	67,83%	67,83%		IG	498 963 529	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU
GCS LNA SANTE	100,00%	100,00%		IG	514 782 168	2 cours du Rhin, 77700 SERRIS
GCS PUI ENNERY	100,00%	100,00%		IG	852 965 789	Route de Livilliers, 95300 ENNERY
MTJ	74,93%	74,93%		IG	450 567 987	81 avenue Albert Raimond, 42270 SAINT-PIERRE-EN-JAREZ
LNA ACHATS	100,00%	100,00%		IG	518 273 040	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOU



Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de Consolidation	Siren/n° d'entreprise	Siège social
II - ACTIVITE IMMOBILIERE:					
FONCIÈRE GNA	100,00%	100,00%	IG	438 910 275	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
LNA RÉAL ESTATE	100,00%	100,00%	IG	843 311 044	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF BANDOL 83	100,00%	100,00%	IG	499 848 307	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE 83	100,00%	100,00%	IG	438 811 986	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF YERRES 91	100,00%	100,00%	IG	752 476 572	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF COURBEVOIE 92	100,00%	100,00%	IG	752 655 886	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
FONCIÈRE DES TILLEULS	100,00%	100,00%	IG	599 841 169	8 rue de Champes, 1301 BIERGES
MF VINCENNES 94	100,00%	100,00%	IG	847 754 769	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MAINVILLIERS 28	100,00%	100,00%	IG	484 043 641	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF AMIENS 80	100,00%	100,00%	IG	448 638 668	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF LISIEUX 14	100,00%	100,00%	IG	809 522 071	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MARTIGUES 13	100,00%	100,00%	IG	449 628 486	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA SERRIS 77	100,00%	100,00%	IG	449 149 020	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF VERTOUC 44120	100,00%	100,00%	IG	481 506 632	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE 06	100,00%	100,00%	IG	450 989 678	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE GARCHES 92	100,00%	100,00%	IG	500 457 411	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE LA CELLE 78	100,00%	100,00%	IG	501 141 980	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE BRETEUIL	100,00%	100,00%	IG	504 365 529	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE LMB 41	100,00%	100,00%	IG	514 125 947	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MÉDICA FONCIÈRE D'ÉPINAY	100,00%	100,00%	IG	582 032 421	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF DEAUVILLE 14	100,00%	100,00%	IG	509 639 522	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF CRICQUEBOEUF 14	100,00%	100,00%	IG	532 056 983	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF ST-ROGATIEN 17	100,00%	100,00%	IG	535 105 589	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MONTLOUIS 37	100,00%	100,00%	IG	535 096 242	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF BELZ 56	100,00%	100,00%	IG	529 229 874	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF 11 NARBONNE	100,00%	100,00%	IG	532 056 637	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF FALICONNIÈRE 061	100,00%	100,00%	IG	539 362 855	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF OLNNE 85	100,00%	100,00%	IG	532 056 132	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF POITIERS 86	100,00%	100,00%	IG	797 743 929	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF HAD	100,00%	100,00%	IG	799 697 594	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF NANTES 44	100,00%	100,00%	IG	798 501 920	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MRLB	100,00%	100,00%	IG	489 280 685	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SCI CHÂTEAU LAMOTHE	100,00%	100,00%	IG	343 527 743	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF ENNERY 95	100,00%	100,00%	IG	808 415 996	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF LA SEYNE 83	100,00%	100,00%	IG	808 383 608	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF LANDERNEAU 29	90,00%	90,00%	IG	817 481 997	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF LQEB 94	100,00%	100,00%	IG	838 201 697	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SCI DU MOULIN VERT	100,00%	100,00%	IG	483 015 889	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SCI SAINT ROCH N°3	100,00%	100,00%	IG	483 552 543	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MEAUX 77	100,00%	100,00%	IG	849 190 913	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SCI IMMOB INVEST	100,00%	100,00%	IG	392 300 539	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF GUERANDE 44	100,00%	100,00%	IG	891 206 716	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
LNA SERVICES	51,00%	51,00%	IG	442 082 863	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
LNA TRAVAUX	100,00%	100,00%	IG	813 844 529	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF 49 LA PLESSE	100,00%	100,00%	IG	521 984 492	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF ALENCON 61	100,00%	100,00%	IG	752 669 614	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF MORET 77	100,00%	100,00%	IG	847 926 185	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF GRANVILLE 50	100,00%	100,00%	IG	838 201 614	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
FONCIÈRE SSR IMB	100,00%	100,00%	IG	509 621 488	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SCI DE LA PRINCESSE	100,00%	100,00%	IG	448 650 960	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF ACHÈRES 78	100,00%	100,00%	IG	814 387 981	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF PESSAC 33	100,00%	100,00%	IG	799 729 306	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
IMMOBILIÈRE DE LA FONTENELLE	100,00%	100,00%	IG	753 241 959	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF 44	100,00%	100,00%	IG	527 822 571	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
MF SALON 13	100,00%	100,00%	IG	504 807 710	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
FIDEXI	47,44%	47,44%	(2) MEE	398 045 567	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS
FIDEXI INVEST	47,44%	47,44%	(2) MEE	877 941 526	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS
FIDEXI INVEST 1	47,44%	47,44%	(2) MEE	881 722 326	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS
NA I CRECHES IMMOBILIER	67,83%	67,83%	IG	798 210 068	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOUC
SOCIÉTÉ DE GESTION DES PARKINGS DU CLOS	65,00%	65,00%	IG	827 586 991	81 avenue Albert Raimond, 42270 SAINT-PIEST-EN-JAREZ

(1) La société Sarl La Chézalière, bien que détenue à 20,29 %, est intégrée globalement compte tenu des éléments contractuels entre les deux sociétés et les modalités de direction.

(2) Sociétés nouvellement créées ou acquises